

Eugène Varga

La période de déclin du capitalisme

(Rapport pour le quatrième congrès de
l'Internationale Communiste)

1922

Source : Publié en 1922 par Karl Hoym Nachf. L. Cahnbley, Hamburg, pour le compte de l'Internationale Communiste. Edité en quatre langues. En Russe : Период упадка капитализма, «Коммунистический Интернационал», 1922, 64 с ; en Allemand : *Die Niedergangsperiode des Kapitalismus*, 54 s. ; en Anglais : *The Decay of Capitalism*, 48 p. ; en Français : *Le déclin du capitalisme*, 59 p. Réédité en 2020 dans les *Selected Political and Economic Writings* de Varga, sous le titre de *The Process of Capitalist Decline*, chapitre 7, pp. 414-462. Traduction à partir de l'Anglais.

Préface

Quinze mois se sont écoulés depuis le dernier congrès de l'Internationale Communiste, ce qui, dans la période actuelle de développements révolutionnaires, représente un laps de temps considérable. Il apparaît donc nécessaire de passer en revue les changements intervenus dans la vie économique du monde à la lumière de l'expérience acquise pendant cet intervalle.

La présente étude ne se limitera pas à l'année 1921-1922. L'Internationale Communiste est sur le point de rédiger un programme. Cela exige une analyse approfondie, du point de vue marxiste, des changements de la structure économique. Le présent essai se veut une contribution à la discussion de la question du programme. J'ai donc essayé de traiter un peu plus en profondeur l'aspect théorique de la question, au risque de rendre mon investigation moins facile que je ne l'aurais souhaité. D'autre part, pour permettre à chacun des congressistes de le lire, j'ai réduit au minimum la partie statistique¹.

En exposant à l'avance le résultat de notre enquête, je peux observer : La crise de la vie économique du monde capitaliste n'est pas surmontée, le capitalisme "normal" n'est pas rétabli, ce qui dément les défenseurs des intérêts capitalistes dans le camp prolétarien, Cunow, Hilferding, Levi, etc. qui prophétisent la prospérité depuis deux ans. Mais il n'y a pas encore eu l'effondrement final que certains "camarades de gauche" dans nos rangs ont espéré. Les forces de reconstruction et de destruction se sont contrebalancées pendant l'intervalle de nos deux congrès.

L'équilibre instable des forces sociales se poursuit ; la crise est en cours ; mais le pouvoir bourgeois hors de Russie occupe toujours une position dominante. Il nous appartient d'examiner théoriquement, c'est-à-dire sans préjugés et sans illusions, la condition du capitalisme mondial, et en même temps de consolider les forces du prolétariat international et de préparer la lutte finale pour le pouvoir dans les secteurs de notre ligne de front avancée où l'adversaire s'expose le plus à une attaque. La lutte se poursuivra pendant un laps de temps considérable. Il est donc nécessaire que l'Internationale communiste fixe, de façon programmatique, les bases et les méthodes de cette lutte.

Berlin, le 29 septembre 1922

E. Varga

¹ Les lecteurs qui ont besoin de plus de données statistiques les trouveront dans la deuxième édition de mon *Krise der Kapitalistischen Weltwirtschaft* (volume 25 de la Bibliothèque de l'Internationale Communiste), puis dans notre nouveau *Internationales Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, également dans mes Rapports trimestriels dans *la Correspondance Internationale*.

Chapitre I. L'essor et le déclin du capitalisme

Si l'année industrielle 1921-1922 n'a pas répondu aux espoirs que le capital avait caressés, il y a eu en 1922 une certaine amélioration de la situation économique des principaux pays capitalistes, à savoir les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et la France, comme on le verra plus loin dans les tableaux statistiques. La question fondamentale doit donc être posée à nouveau :

La crise industrielle actuelle du monde est-elle une crise transitoire et habituelle au sein du capitalisme, qui, ayant suivi son cours, sera suivie d'une période de prospérité et de consolidation sociale de la domination de classe, pour laisser place, quelque temps plus tard, à une crise moins grave et habituelle ?

Ou bien fait-elle partie d'une crise permanente qui, si elle peut être interrompue par des périodes de prospérité, ne peut plus être arrêtée ?

Avant d'aborder cette question, avant d'indiquer les caractéristiques économiques des différents types de crises, il convient de souligner que l'attitude militante du prolétariat constitue l'un des facteurs les plus déterminants dans le processus d'évolution sociale. Nous devons nous garder de l'erreur dans laquelle est tombée la social-démocratie, l'erreur du fatalisme scientifique, qui consiste à théoriser, en termes marxistes, sur l'effondrement du capitalisme et à attendre passivement sa chute. Sans une lutte prolongée et acharnée, sans l'esprit d'abnégation du prolétariat, le capitalisme ne tombera pas en morceaux. Le capital s'efforcera de surmonter toutes les difficultés aux dépens du prolétariat ; il paupérise la classe ouvrière ; oui, il ramènera la société au niveau précapitaliste plutôt que de céder une seule particule de sa domination de classe.

Lorsque, par conséquent, nous parlons dans ce qui suit d'une crise permanente du capitalisme, nous entendons une période dans laquelle la contradiction entre les forces de production et les rapports de production a atteint son paroxysme, une période dans laquelle les rapports de classe sont tels que la lutte de classe du prolétariat peut être couronnée de succès, peut conduire au renversement de la domination de classe. Mais la lutte doit être menée à bien, afin que la victoire puisse être obtenue.

Et maintenant, revenons à la substructure économique et essayons d'indiquer la différence entre les anciennes crises et la période de crise actuelle.

Les anciennes crises du capitalisme étaient des phases périodiquement récurrentes dans la ligne ascendante de l'évolution du capitalisme. Si l'on ne tient pas compte des crises périodiques et si l'on ne considère que les grandes lignes de l'évolution économique, nous constatons que le capitalisme en général a présenté, jusqu'à la guerre mondiale, une tendance ascendante¹. Ceci est démontré par ce qui suit :

La forme de production capitaliste s'est *étendue géographiquement* ; de nouveaux pays se sont ouverts au capitalisme.

Le capitalisme a étendu son champ d'action dans les pays capitalistes eux-mêmes en attirant dans son tourbillon les couches précapitalistes de la société. L'étalon-or, qui facilite considérablement l'échange de marchandises sur une base capitaliste, a trouvé de plus en plus de partisans. Le commerce extérieur a augmenté en poids et en valeur.

De grandes accumulations de capital formaient la base de ces développements, puisque la baisse du taux de profit dans les pays capitalistes hautement développés et l'effet de l'augmentation constante de la composition organique du capital étaient compensés par l'exportation de capital vers des pays capitalistes moins développés, avec des taux de plus-value et de profit plus élevés. La centralisation du capital dans des formes monopolistes de production, couvrant l'ensemble du champ économique d'un pays, a réduit le coût de la gestion capitaliste.

Il en résulte qu'à l'exception des crises périodiques, le niveau de production a augmenté régulièrement dans le monde entier ainsi que dans chaque pays particulier. Le niveau de vie du prolétariat s'est élevé lentement. Le système de crédit et les petites actions d'entreprise ont permis aux travailleurs et à la classe moyenne inférieure de participer, avec leurs économies, à l'appropriation de la plus-value. Le nombre de personnes qui avaient un intérêt, ou qui croyaient avoir un intérêt, à maintenir le système capitaliste était en augmentation. Le prolétariat des pays impérialistes recevait du capital une petite part des surprofits qu'il tirait de l'exploitation coloniale. La couche supérieure du prolétariat, l'aristocratie du travail, s'est séparée de la masse des travailleurs et s'est asservie au capital. Toutes les classes se sont soumises à la direction du capital. Les grands propriétaires fonciers se transformèrent en capitalistes, et les capitalistes investirent de l'argent dans la terre ; la tendance du capital financier était de fusionner toutes les sections possédantes de la nation les unes avec les autres. Les crises étaient des phases transitoires au sein d'un développement ascendant, les effets de l'anarchie de la forme capitaliste de production, et causées par des perturbations superficielles dans la structure du capitalisme. Le système dans son ensemble, cependant, ne perdait rien de son équilibre.

L'aspect du capitalisme descendant, en décomposition, présente des caractéristiques bien différentes.²

1. L'expansion géographique de la forme capitaliste de production se ralentit ; outre les pays capitalistes, il existe des pays en nombre croissant où le prolétariat se prépare à la dictature.

2. Dans les différents pays capitalistes, on observe une tendance croissante au retour à des formes d'industrie précapitalistes.

¹ Trotsky, dans son rapport présenté au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, a attiré l'attention sur ce point.

² Comparez aussi avec Boukharine, *Economique de la période de transition*, 1920

3. La division internationale du travail se rétrécit ; le commerce extérieur se réduit, la vie économique du monde, qui s'organisait organiquement autour du noyau industriel hautement développé de l'Europe occidentale, perd son centre de gravité et se désintègre en éléments de structures économiques très diverses.

4. L'étalon-or des divers pays, qui, tout en différant par la valeur en or des unités de compte, constituait dans l'ensemble une monnaie uniforme et stable, est remplacé par une monnaie de papier instable et violemment fluctuante ; et l'on tend même à revenir au troc.

5. L'accumulation antérieure du capital est remplacée par un appauvrissement progressif, une désaccumulation.

6. Le volume de la production diminue.

7. L'ensemble du système de crédit s'effondre.

8. Le niveau de vie du prolétariat s'abaisse, soit par le fait que le salaire normal ne suit pas la hausse des prix, soit par la réduction des salaires, soit par le chômage.

9. Parmi les diverses couches de la classe possédante, une lutte sévère s'engage pour le partage du produit social en diminution. Cela se manifeste, sur le plan politique, par l'éclatement des partis de la coalition gouvernementale, par l'incapacité de former de nouvelles organisations politiques ou de formuler de nouveaux programmes, etc. etc.

10. La foi dans l'unité et la solidité de l'ordre capitaliste de la société est ébranlée. La classe dirigeante, perdant son autorité morale, a recours à la force et s'arme pour la protection de sa domination.

Cette condition du capitalisme, incomplètement et rapidement évoquée dans ces points, nous nous risquons à l'appeler le stade de décomposition du capitalisme ou la période de crise permanente, ou la période de crise, pour faire court.

Ces caractéristiques ne se retrouvent pas, bien sûr, à un degré égal dans tous les pays. Il y a des pays dans lesquels nous rencontrons toutes ces caractéristiques, mais il y a aussi des pays dans lesquels la crise est à peine perceptible, voire qui ne sont qu'aux premiers stades du développement capitaliste. Mais leur essor a lieu au sein d'un capitalisme qui, dans l'ensemble, est en déclin. Nous traiterons de cette question plus en détail plus tard.

Cette période de crise permanente, ou période de crise, en raison de ses dimensions mondiales, doit être de longue durée. Au cours de son déroulement, il y aura des périodes d'amélioration du commerce et de crise aiguë, comme dans la période du capitalisme ascendant. Nous distinguons donc clairement trois types de crises :

I. Les crises aiguës de la période du capitalisme ascendant.

II. La période de crise, ou période de déclin du capitalisme.

III. Les crises aiguës à l'intérieur de la période de crise elle-même.

Ces distinctions doivent être gardées à l'esprit lorsqu'on traite de la condition économique du monde. Cette dernière peut être caractérisée de la manière suivante :

Nous ne sommes plus dans une phase de crise, comme au moment du troisième Congrès ; nous sommes dans une phase d'amélioration du commerce, mais toujours dans la période de crise du capitalisme.

Cette conception rencontrera une opposition de deux côtés : (1) de la part des Sociaux-Démocrates et, en général, de tous ceux qui sont intéressés à l'existence continue de l'ordre capitaliste de la société et qui affirment que nous ne sommes pas entrés dans une période de crise ou de déclin du capitalisme, mais que nous avons traversé une crise causée et aggravée par la guerre mondiale, et qu'après avoir été surmontée, comme cela semble être le cas maintenant, le capitalisme continuera à progresser ; (2) de la part de certains adhérents de la "gauche" de notre mouvement qui nient que nous soyons entrés dans une phase d'amélioration du commerce. Contre cela, nous tenterons de démontrer ce qui suit :

1. que nous sommes effectivement entrés dans une période de crise permanente ;
2. que la guerre qui a donné lieu à cette période de crise n'était pas un "accident", mais la conséquence nécessaire de l'impérialisme qui est le stade actuel de l'évolution du capitalisme ;
3. que l'amélioration de la situation économique est proche.

Chapitre II. Essence et signification du déclin du capitalisme

Essayons, avant tout, de parvenir à une vision théorique générale du déclin du capitalisme.

La vie économique normale du monde capitaliste était un système d'équilibre instable, dans lequel une reproduction continuellement élargie avait lieu. Marx a dessiné un diagramme d'un état d'équilibre (ou d'un état d'équilibre continuellement renouvelé, avec une reproduction en extension), supposant ainsi que le monde entier était dans le mode de production capitaliste, ou, en d'autres termes, lorsqu'il développait son diagramme, Marx considérait le monde comme un seul pays capitaliste. Les crises qui se produisaient périodiquement dans le processus de reproduction s'expliquaient par des perturbations de l'équilibre, résultant de l'absence d'un rapport économique approprié entre la production (i) des moyens de production, (ii) des produits de première nécessité pour le prolétariat, et (iii) des produits de confort et de luxe pour les classes aisées¹. (*Le Capital*, livre II, chap. II).

Dans la vie économique réelle du monde capitaliste, les conditions d'équilibre étaient, bien sûr, incomparablement plus compliquées puisqu'il n'y avait pas de système développé uniformément ou selon un plan. L'équilibre du système capitaliste, tel qu'il était périodiquement rétabli par les crises, avait, outre celles indiquées par Marx, les bases suivantes :

1. Quant à l'équilibre de la vie économique du monde capitaliste du point de vue de la *balance des valeurs d'échange* :

¹ La tripartition donnée par Marx, comme celle du *Tableau économique* de Quesnay, est une approximation grossière. En effet, pour maintenir ou rétablir continuellement l'équilibre, il ne suffit pas d'assurer le rapport quantitatif entre les trois sphères de production, car dans chacune des sphères peuvent être produites des marchandises dont la valeur d'échange totale peut correspondre à la demande sociale, mais pas la valeur d'usage. Par exemple, si la quantité nécessaire de marchandises de l'une des sphères est produite, mais qu'au lieu des machines, outils, etc. nécessaires à l'industrie sidérurgique, on produit ceux de l'industrie textile ou de l'agriculture, une telle erreur de calcul des valeurs d'usage peut être à l'origine d'un équilibre perturbé ou d'une crise, bien que le rapport de la division de la production entre les sphères I, II et III soit conforme au diagramme. Le véritable diagramme des conditions d'équilibre formerait une série infiniment ramifiée. Les difficultés d'établir une telle série se manifestent avec une brutalité directe dans les tentatives pratiques de la Russie soviétique pour produire un plan économique harmonieux.

a) Le centre de la vie économique capitaliste, l'Europe occidentale et centrale, recevait annuellement, sans équivalent, du monde entier de grandes masses de valeurs comme bénéficiaires des investissements à l'étranger et comme revenus de leur exploitation politique des colonies.

b) Le centre exportait d'autres et de nouvelles masses de valeurs accumulées sous forme de nouveaux investissements vers les pays capitalistes moins développés. Le fait que les taux des devises étrangères aient peu fluctué prouve qu'un certain équilibre s'est établi.

2. Du point de vue de la *balance des échanges de marchandises* :

Le centre recevait des denrées alimentaires et des matières premières des pays industriellement moins développés et moins impliqués dans le mode de production capitaliste ; dans la mesure où ces importations ne contenaient pas de bénéfices d'investissements ou de revenus d'autres formes d'exploitation, le centre les payait avec des produits manufacturés.

Malgré le cycle des crises, un certain équilibre existait dans la production et l'échange des marchandises, comme le montre le fait que le prolétariat, hormis l'armée de réserve de chômeurs nécessaire au maintien du système capitaliste, trouvait du travail et améliorait progressivement, quoique très lentement, son niveau de vie ; que tout le capital trouvait un emploi rémunérateur ; que, d'une manière générale, chacun pouvait obtenir, pour son revenu, les marchandises qu'il désirait.

La possibilité de maintenir cet équilibre était cependant menacée par le fait que les nouvelles masses de capital accumulées par les grandes nations impérialistes, qui formaient le centre de la vie économique du monde, n'étaient plus en mesure de trouver de nouvelles possibilités d'investissements susceptibles de rapporter des profits suffisants. Cela conduisit, comme nous le montrerons au chapitre IV, à la guerre mondiale ; les puissances impérialistes pensaient qu'il était plus approprié à leur but de faire trancher la question par une épreuve de force pour savoir à qui reviendrait la possibilité d'exploiter les régions non impérialistes.

La guerre, cependant, a détruit – au moins temporairement – les bases de l'ancien équilibre du monde capitaliste.

1. Du point de vue des *valeurs d'échange* :

a) Pendant la guerre, les puissances belligérantes européennes ont consommé non seulement les bénéfices de leurs investissements à l'étranger, mais les capitaux eux-mêmes ;

b) L'accumulation du capital s'est arrêtée, et, en partie, une désaccumulation a même eu lieu. (Il faut, bien sûr, laisser de côté les accumulations fictives et les richesses illusives qui ne sont que l'effet de la dépréciation des monnaies). Ce processus, dans une certaine mesure, se poursuit encore.

Cette destruction de l'équilibre de la valeur d'échange de la vie économique du monde capitaliste se manifeste par le chaos des monnaies.

2. Du point de vue des *valeurs d'usage* :

Les régions qui fournissaient autrefois les denrées alimentaires et les matières premières créent leurs propres manufactures. Les marchandises du centre manufacturier ne trouvent donc pas de débouchés. D'où une surabondance de produits manufacturés dans les pays industriels hautement développés, et une surabondance de denrées alimentaires et de matières premières dans les pays agricoles. Cela conduit à une limitation délibérée de la production (coton, caoutchouc, café, etc.) et même à l'utilisation des denrées alimentaires comme combustible. Dans les deux régions, il y a une surproduction relative, un manque d'équilibre économique.

A cet ensemble s'opposent les pays d'Europe centrale et orientale dans lesquels, à la suite de la guerre et du blocus, il y a eu un tel anéantissement des biens, une telle détérioration des forces productives matérielles et humaines qu'une sous-production constante s'est installée, c'est-à-dire que l'on produit beaucoup moins que ce qui est nécessaire pour le renouvellement des forces productives matérielles et humaines. Au lieu d'une reproduction à une échelle croissante, on assiste à une reproduction à une échelle décroissante.

Tel est, à notre avis, le schéma théorique des graves perturbations actuelles de l'équilibre du système capitaliste. Et c'est l'essence et la signification de la période de crise actuelle. Le résultat est que l'ensemble de la vie économique du monde capitaliste ne se déplace plus sur une ligne ascendante, mais plutôt sur une ligne descendante.

Comme ces observations peuvent paraître trop abstraites à certains, nous traiterons plus en détail les traits concrets de la situation que nous avons esquissée dans le premier chapitre et qui caractérisent le déclin du capitalisme, et nous espérons montrer qu'ils sont des réalités.

Dans le chapitre précédent, les principaux traits du déclin du capitalisme ont été grossièrement dessinés et l'on a essayé d'établir, théoriquement, l'essence de ce déclin. Il nous appartient maintenant de traiter ces caractéristiques de manière plus détaillée.

1. *L'expansion géographique du capitalisme est enrayée.* En effet, alors que la domination capitaliste fait quelques progrès en prenant pied en Chine et en Amérique du Sud, elle est en train d'être éliminée en Russie et dans les républiques soviétiques affiliées ainsi que dans la République d'Extrême-Orient¹. S'il est vrai que la Russie prolétarienne, isolée et acculée, est obligée de faire des concessions au capitalisme, dont elle a besoin pour reconstruire sa vie économique, il n'en reste pas moins qu'il existe une différence fondamentale entre la Russie soviétique, dont le pouvoir gouvernemental est entre les mains du prolétariat, et les pays capitalistes, où la bourgeoisie est au pouvoir.

2. *Au sein des différents pays capitalistes, il existe une tendance à revenir à des formes économiques précapitalistes.* Cette tendance est plus prononcée au centre de la crise, en Europe centrale et orientale. Au lieu de la production pour le marché, il y a la production pour l'usage domestique de la paysannerie. Au lieu de l'imposition en argent, il y a l'imposition en nature (Hongrie). Au lieu de crédits d'argent, des crédits de blé. Et le capital lui-même, dans la mesure où il n'est pas investi dans la production, retourne dans une mesure croissante à la forme précapitaliste du capital commercial improductif.

3. *La division internationale du travail se restreint ; le volume du commerce extérieur se réduit ; l'unité de la vie économique s'effrite.* La restriction de la division internationale du travail se poursuit à un rythme soutenu. Les pays manufacturiers très développés augmentent de plus en plus leurs droits de douane pour protéger leur marché intérieur. (Nouveau tarif douanier aux États-Unis). Les pays qui étaient jusqu'à présent agricoles et qui se sont récemment lancés dans l'industrie manufacturière s'entourent d'obstacles aux importations et de droits de douane élevés pour protéger leurs industries naissantes. Les anciens pays manufacturiers, au contraire, s'efforcent de faire revivre ou de développer leur agriculture (agitation en Grande-Bretagne pour un retour à la terre, création artificielle de sucreries de betteraves, émigration vers les colonies de peuplement, etc...). Il en résulte

¹ [Il s'agit de la Mongolie extérieure, alors nommée Kaghanat de Mongolie du Bogdo - MIA]

une dissolution de la coopération économique internationale, un rétrécissement des échanges internationaux.

TABLEAU 1 : Mouvement du commerce extérieur dans les principaux pays au cours de la dernière décennie

	1913	1918	1919	1920	1921	[Indice des prix (base 1913)]	[Chiffres du commerce de 1921 aux prix de 1913]
Grande Bretagne	Million de £						
<i>Importations</i>	659	1 285	1 461	1 710	980	202	485
<i>Exportations</i>	525	501	799	1 334	703	-	350
Allemagne	Million de francs						
<i>Importations</i>	10 770	-	-	98136	119 132*	1 911	9 250
<i>Exportations</i>	10 097	-	-	69 311	99 921	-	7 900
France	Millions de francs						
<i>Importations</i>	8 421	22 301	35 799	49 905	23 548	345	6 800
<i>Exportations</i>	6 880	6 596	11 880	26 896	21 553	-	6 200
Italie	Millions de lire						
<i>Importations</i>	3 645	16 039	16 623	15 862	20 058	578	3 500
<i>Exportations</i>	2 312	3 345	6 066	7 804	9 224	-	1 600
Suisse	Millions de francs						
<i>Importations</i>	1 919	2 401	3 533	4 200	2 253	195	1 150
<i>Exportations</i>	1 376	1 963	3 298	2 374	1 764	-	900
Belgique	Millions de francs						
<i>Importations</i>	5 050	-	5 223	12 942	10 054	368	2 600
<i>Exportations</i>	3 716	-	2 289	8 862	7 147	-	2 000
Danemark	Millions de couronnes						
<i>Importations</i>	855	946	2 519	2 943	1 635	250	650
<i>Exportations</i>	721	758	909	1 962	1 466	-	590
USA	Millions de dollars						
<i>Importations</i>	1 749	3 031	3 904	5 279	2 508	148	1 700
<i>Exportations</i>	2 446	6 149	7 920	8 228	4 425	-	3 000
Japon	Millions de Yens						
<i>Importations</i>	729	1 668	2 173	2 335	1 613	200	800
<i>Exportations</i>	632	1 962	2 099	1 947	1 252	-	620

* Huit mois.

Si nous ramenons les totaux des importations et des exportations en 1921 au niveau des prix de 1913, nous percevons immédiatement la diminution considérable du commerce extérieur. (La réduction n'est qu'approximative, car la méthode n'est que grossière). Seules les exportations des États-Unis et les importations du Japon apparaissent plus importantes en 1921 qu'en 1913. Par contre, la diminution du commerce des pays européens est très importante.

4. Plus encore que ces divers symptômes, c'est le fait qui est à la base de tout cela, à savoir *la décomposition de l'ancienne vie économique unifiée du monde*. A l'époque de la ligne ascendante du capitalisme, la vie économique s'étendait assez uniformément autour du noyau le plus développé de l'Europe occidentale. A partir du centre, le capitalisme s'étendait dans toutes les directions, et cette expansion, on peut le noter, était principalement déterminée non pas par la contiguïté géographique, mais par les facilités de circulation, de sorte que les régions les plus précoces et les plus fortement attirées dans le système capitaliste étaient les plus facilement

accessibles par les voies terrestres et maritimes. En substance, cependant, tous les pays ont suivi la même ligne de développement, mais avec cette différence fondamentale que certains étaient des agents actifs du développement capitaliste, tandis que d'autres étaient les objets passifs de ce développement, à savoir des colonies exploitées¹.

La période actuelle de déclin du capitalisme est caractérisée par la décomposition de cette vie économique unifiée du monde. Le centre de gravité du capitalisme se déplace vers les États-Unis et le Japon. L'Europe centrale et orientale est éliminée du rang des principales régions capitalistes. Alors que les produits de base de la région encore intacte ne trouvent aucune demande effective sur les marchés mondiaux, la production de l'Europe centrale et orientale est loin d'être égale à la consommation quotidienne. Nous avons caractérisé cet état de choses comme la décomposition du monde en deux régions : l'une de surproduction relative, l'autre de sous-production absolue. Ainsi la différence essentielle est nettement marquée. Mais, dans le cadre de la question de notre programme, nous allons essayer d'illustrer cette classification par deux traits saillants de la période actuelle de déclin.

L'ancien étalon-or a été remplacé par une monnaie de papier exposée à de violentes fluctuations. Il s'agit, à proprement parler, d'un symptôme partiel de la décomposition de la vie économique du monde, mais il est particulièrement important, car dans sa réaction, il accélère le processus de décomposition. Ce fait est si bien connu qu'il n'est guère besoin de le démontrer. En dehors de l'U.S.A. et de la Suisse, il n'existe aucun pays ayant un véritable étalon-or. Les *Bulletins de la Réserve Fédérale* publient un Indice Général, qui est établi à partir des mouvements des différents taux de change des pays capitalistes les plus importants², montrant les taux moyens mensuels de ces monnaies en pourcentages du dollar au pair.

TABLEAU 2 : Indice Général du FRB

1918	Novembre	101
1919	Février	100
1919	Juillet	92
1919	Décembre	78
1920	Juillet	70
1920	Décembre	55
1921	Juillet	52
1921	Décembre	57
1922	Juillet	55

D'après ces chiffres, il semblerait qu'une certaine stabilité se soit installée au cours des deux dernières années. Mais cela n'est dû qu'au fait que certaines des monnaies européennes – Hollande, Grande-Bretagne, France – se sont améliorées pendant cette période. En revanche, les monnaies des pays d'Europe centrale et orientale, qui – à l'exception de l'Allemagne – n'entrent pas dans la composition de l'indice, ont continué leur descente et sont tombées à un niveau si bas qu'elles perdent pratiquement leur caractère de monnaie.

¹ La montée d'une classe capitaliste indigène dans les colonies, effet inévitable de leur entraînement dans le système capitaliste, tend à mettre fin à cette différence, soit par des moyens pacifiques (comme dans les dominions autonomes britanniques), soit par des moyens révolutionnaires (comme en Égypte, en Inde).

² Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Suisse, Suède, Canada, Argentine, Brésil, Chili, Inde, Japon.

TABLEAU 3 : Taux moyens mensuels en pourcentages du dollar américain (au pair)¹

Grèce	15.33	Allemagne	0.86
Finlande	11.12	Hongrie	0.38
Yougoslavie	6.33	Autriche	0.02
Bulgarie	3.78	Tchécoslovaquie (approximativement)	10.00
Roumanie	3.13	Pologne	0.09

Le résultat de cette évolution est que ces monnaies ont pratiquement disparu du marché monétaire international et qu'elles perdent même sur leurs marchés nationaux respectifs leur fonction de mesure de la valeur et de moyen d'échange. De nombreux fabricants allemands ont, dans leurs calculs commerciaux, abandonné le mark et adopté des monnaies étrangères ; dans de nombreuses entreprises, il est stipulé que la totalité ou une partie des paiements qui leur sont dus doivent être effectués en monnaie étrangère.

Le processus de dépréciation constitue un obstacle plus important que le faible taux de change des monnaies pour l'entreprise capitaliste dans ces régions, car ce processus ne se déroule pas dans un mouvement régulier de baisse, mais dans des fluctuations violentes, qui rendent impossible toute anticipation, tout calcul, toute entreprise à long terme. Nous voyons donc la tendance à un retour au troc, au prix du blé comme base de toutes les affaires².

5. *L'accumulation est remplacée par un appauvrissement progressif.* Il est douteux que cette opinion soit universellement correcte. Il est probable que la richesse accumulée du monde capitaliste est moins importante aujourd'hui qu'elle ne l'était avant la guerre. On peut toutefois se demander si, depuis la guerre, le monde capitaliste s'est encore appauvri. Les données statistiques disponibles ne nous permettent pas d'être affirmatifs sur ce point. Mais nous pensons que l'on peut sans doute supposer qu'un nouvel appauvrissement a eu lieu au centre de la crise, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Italie, etc. Nous tenterons plus loin de le prouver dans le cas de l'Allemagne.

6. *La production diminue.* Le tableau 4 ci-joint montre la production des principaux produits de base au cours de la dernière décennie³. Beaucoup de chiffres ne sont qu'approximativement corrects, mais ils suffisent à illustrer la tendance de l'évolution.

¹ *Federal Reserve Bulletin* 1922, 8, 8, p. 1014.

² Parmi les innombrables cas de ce genre, nous en prenons deux [*sic*, il y en a 4 !], qui viennent de rencontrer notre attention en écrivant ces lignes. Nous lisons dans le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de septembre 1921 :

« Notre correspondant nous informe que la Chambre d'agriculture de Weimar a fixé les frais de scolarité pour les cours d'hiver d'agriculture à Triptis et à Marksuhl en monnaie de céréales, à savoir 1 ¹/₂ double quintaux de seigle pour les étudiants de Thuringe et 2 pour les non-Turingiens. – La société d'électricité Sachsen-Thüringen, Ltd. à Auma, qui a augmenté la semaine dernière le prix de l'électricité à 45 marks et du gaz à 36 marks, annonce qu'elle est tout à fait disposée à être payée pour un kilowattheure de courant électrique à raison de 10 œufs ou 3 livres de farine de blé ou ¹/₄. double quintal de pommes de terre. – La Société médicale de Naumburg annonce que pour permettre à la population agricole de payer les honoraires des médecins, il faudrait qu'ils soient payés en nature au prix d'avant-guerre. Les médecins de Braunschweig demandent également à la paysannerie de payer en nature. – "Abonnements aux journaux en nature" ! Le *Tageblatt* de Langensalza informe ses lecteurs que le prix de l'abonnement pour les mois à venir s'élève à 60 marks, qui pourraient également être payés en nature, – 6 livres de céréales ou 10 œufs ».

³ Les données sont tirées de *l'Annuaire International de Statistique Agricole*, et de *l'Internationales Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, ainsi que de la *Wirtschaftskurve mit Indexzahlen der Frankfurter Zeitung* [Frankfurt : Frankfurter Societäts-Druckerei], août 1922.

TABLEAU 4 : Production mondiale de produits agricoles en millions de quintaux doubles

(Russie non comprise) [Source : *Annuaire Statistique Agricole* 1909-21, p. 216 sqq.]

	Moyenne 1903-13	Moyenne 1914-18	Moyenne 1912-22
Blé	799.0	790.8	800.3
Orge	264.7	250.8	252.9
Seigle	213.6	167.1	191.2
Avoine	494.4	486.5	478.9
Maïs	971.4	974.3	1,056.7
Pommes de terre	1,133.6	982.0	993.3
Sucre de betterave	62.7	45.7	43.1
Sucre de canne	95.9	120.1	128.9
Café	11.6	12.1	9.7
Cacao	2.3	3.0	3.9
Thé	280.5	343.8	332.8
Coton	40.7	38.8	36.8
Jute	15.3	15.3	11.3

Produits miniers

	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Millions de tonnes							
Charbon	1,377	1,478	1,346	1,340	1,390	1,346	1,331
Pétrole	47	52	55	56	62	67	67
Fonte	73	78	59	62	71	67	-
Acierl	-	75	-	-	-	-	-
1000 tonnes							
Cuivre	103	103	96	109	144	147	147
Etain	125	133	121	125	125	130	114
Zinc	974	1,000	888	833	956	990	828
Plomb	1,182	1,187	1,176	1,116	1,169	1,190	1,195
1000 kg							
Or	701	692	661	708	683	637	568
Argent	6,980	6,960	5,000	5,100	5,000	5,100	5,600
1000tonnes							
Navires	2,900	3,330	2,850	1,200	1,690	2,960	5,400

TABLEAU 5 : Cheptel vivant mondial (y compris la Russie) en millions de têtes (selon le recensement effectué immédiatement avant 1911 et 1921) [Source : *Annuaire Statistique Agricole*, 1909-21, p. 234 sqq.]

	1911	1921
Chevaux	110.5	99.3
Bovins	482.8	510.9
Moutons	617.8	532.2
Porcs	260.2	209.7

Un coup d'œil rapide sur ce tableau pourrait laisser croire qu'il n'y a pas eu de diminution de la production, car si ces statistiques montrent pour la plupart des articles une diminution de la production, il y a aussi des produits qui montrent des augmentations (blé, maïs, canne, sucre, pétrole, navires). Mais il faut tenir compte des deux considérations suivantes :

1° Dans des conditions normales, la production mondiale a connu, au cours d'une même période, de fortes augmentations. La stagnation ou une légère diminution signifie un arrêt de l'accumulation, donc un déclin du capitalisme.

2° Si nous analysons la production mondiale, nous constatons que les augmentations ont eu lieu dans les régions extra-européennes, avec un capitalisme en développement, tandis que l'Europe elle-même a connu un déclin considérable.

Prenons par exemple le tableau 6 :

TABLEAU 6 : Production européenne de blé et de bétail

Blé	1909-13	Europe (hors Russie)	35,20 % de la production mondiale
<i>Id.</i>	1919-21	<i>Id.</i>	28,8 % de la production mondiale
Bétail	1909-13	<i>Id.</i>	127 millions de têtes de la production mondiale
<i>Id.</i>	1919-21	<i>Id.</i>	122,1 millions de têtes de la production mondiale

Les produits qui présentent de fortes augmentations, comme le maïs, la canne à sucre, le sucre, le cacao, le thé, le pétrole, sont tous extra-européens. La production dans les parties de l'Europe où la dégradation est la plus prononcée montre tout au long une forte diminution.

7. *Le système de crédit s'effondre.* Cela vaut surtout pour les pays où la monnaie se déprécie, alors que dans les pays où la monnaie est à peu près stable, le crédit domestique est encore intact. En Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, etc., le système de crédit s'est tellement effondré, en raison de la dépréciation rapide de la monnaie, que personne n'est prêt à accorder des prêts à long terme. D'autre part, toute épargne d'argent dans les monnaies respectives a perdu toute signification, puisque l'argent épargné est, pour ainsi dire, en train de fondre, en quelques mois, jusqu'à devenir une petite fraction. Lorsque nous traiterons plus tard de l'Allemagne, nous donnerons des statistiques à cet égard.

Mais *le crédit international* s'est également effondré, car les pays dans lesquels la crise est la plus avancée ne sont pas jugés dignes de crédit. (L'Autriche, depuis des années, mendie du crédit et offre toutes sortes de garanties, mais en vain).

Le crédit privé international entre les ressortissants des pays à monnaie forte et à monnaie dépréciée s'est également effondré. Les capitalistes américains, par exemple, ne peuvent accorder aucun crédit monétaire à l'Allemagne, car ils ne savent pas dans quelle mesure le mark se dépréciera pendant la durée du prêt et combien de dollars ils recevront en retour le jour de l'échéance. Le capitaliste allemand ne peut contracter aucun crédit en dollars, car il calcule en marks et ne sait pas combien de marks il aurait à payer à l'échéance.

8. *Le niveau de vie du prolétariat baisse.* Le capital n'est plus en mesure d'assurer à la classe ouvrière un salaire régulier, et encore moins un salaire croissant. La misère croissante de la classe ouvrière prend des formes diverses. Dans les pays à monnaie forte, elle prend la forme d'un chômage généralisé. C'est ce que montre le tableau 7 ci-dessous :

TABLEAU 7 : Les données les plus importantes en matière de chômage
(en pourcentage de la population ouvrière syndiquée ou assurée, [ou en nombre] selon le cas)

		Grande Bretagne	Belgique	Pays Bas	Danemark	Suède	Norvège
1921	Janvier	8.2	19.3	16.5	19.7	20.2	10.5
	Juillet	14.8	21.4	7.6	16.7	27.8	15.9
	Août	13.2	21.7	7.3	17.7	26.8	14.7
	Septembre	12.2	17.7	7.1	16.6	26.2	14.7
	Octobre	12.8	13.6	7.0	18.3	27.2	15.1
	Novembre	15.7	13.9	10.0	20.8	28.6	16.9
	Décembre	16.2	11.4	17.0	25.2	-	18.3
1922	Janvier	16.2	11.2	20.3	28.9	35.6	20.4
	Février	15.7	10.1	21.3	33.1	32.1	21.3
	Mars	14.6	9.2	14.2	27.9	30.6	21.9
	Avril	14.4	8.9	11.4	24.0	28.6	21.3
	Mai	13.5	7.4	10.5	16.1	23.3	16.3
	Juin	12.7	-	9.5	13.2	21.5	15.2
	Juillet	12.3	-	9.4	12.5	20.2	-
	Août	12.0	-	9.3	11.1	-	-

		Canada	Allemagne	Suisse	France	Italie	USA
1921	Janvier	13.1	4.5	34 652	40 000	120 000	-
	Juillet	9.1	2.6	55 605	37 226	413 797	-
	Août	8.7	2.2	63 182	-	470 000	-
	Septembre	8.5	1.4	66 646	20 408	473 216	6.5 Mill.
	Octobre	7.4	1.2	74 238	18 831	455 000	-
	Novembre	11.1	1.4	80 692	16 158	513 000	3.5 Mill.*
	Décembre	15.1	1.6	88 957	9 602	-	-
1922	Janvier	13.9	3.3	97 000	9 244	540 000	-
	Février	10.6	2.7	99 541	8 474	607 000	-
	Mars	9.6	1.1	89 099	6 009	576 284	-
	Avril	10.4	0.9	80 799	5 207	498 606	-
	Mai	8.7	0.7	71 100	4 968	432 372	-
	Juin	5.3	0.6	59 456	6 027	356 492	-
	Juillet	-	0.6	52 180	-	-	ca. 1.5 Mill
	Août	-	0.7	51 789	-	--	-

*Données du Labour Office [en millions]

Dans les pays à monnaie dépréciée, ce n'est pas le problème du chômage qui est en cause, mais la hausse constante des prix, qui n'est jamais suivie par l'augmentation des salaires. Ce fait est si bien connu qu'il n'est pas nécessaire de donner des données statistiques à l'appui. Nous renvoyons nos lecteurs à la deuxième édition de notre ouvrage *Krise der Kapitalistischen Weltwirtschaft* et à notre *Internationales Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*. Dans la riche Grande-Bretagne également, les salaires d'un grand nombre d'ouvriers ont été si considérablement réduits que leur niveau de vie, même en travaillant à plein temps, est tombé bien au-dessous de celui de la période d'avant-guerre. La fonction publique, les employés de bureau, etc. sont touchés par cette misère croissante. Les travailleurs intellectuels, qui, dans leur mode de vie et dans leurs conceptions mentales, considéraient la classe dirigeante comme leur modèle, s'abaissent au niveau du prolétariat.

9. *Parmi les diverses couches de la classe possédante, une lutte acharnée s'engage pour obtenir leur part respective dans la distribution du produit social diminué.* C'est ce que nous constatons dans presque tous les pays capitalistes. La paysannerie qui, à l'époque de l'ascension capitaliste, n'apparaissait pratiquement jamais sur la scène politique en tant que classe indépendante, est maintenant devenue un facteur de première importance non seulement en Europe centrale et orientale, mais aussi aux États-Unis. Ils tentent même de créer une organisation de classe internationale. En Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, en Yougoslavie, etc., ils sont engagés dans une lutte avec la bourgeoisie pour la conquête ou la conservation du pouvoir politique. Le lien entre la ville et le village se dissout. La paysannerie refuse de contribuer, sous forme d'impôts, à l'aide matérielle à la reconstruction de l'État bourgeois. Ce n'est que la peur du prolétariat qui maintient ensemble le paysan riche et le bourgeois, tandis que le paysan moyen et le paysan pauvre font des pas vers le prolétariat combattant.

La petite bourgeoisie des régions à faible monnaie, l'artisan et le commerçant indépendants, s'appauvrissent rapidement, car, malgré leurs gros bénéfices, la valeur de leur stock diminue en monnaie nominale en raison de la hausse constante des prix des matières premières et des marchandises. Leurs recettes ne sont jamais assez importantes pour racheter au fabricant ou au grossiste les marchandises qu'ils ont vendues, car les nouveaux prix de gros sont beaucoup plus élevés que les anciens prix de détail.

Au sein de la bourgeoisie elle-même, une lutte se déroule entre les producteurs de matières premières (industrie lourde) qui, aidés par des droits de protection élevés, s'efforcent de contrôler le marché intérieur, et les producteurs de produits manufacturés, qui souffrent des prix extrêmement élevés des matières premières. Les grands propriétaires terriens se mettent à la tête des riches paysans afin de faire pression sur le gouvernement pour obtenir une baisse des impôts et une augmentation des droits de protection. La diminution de la production contraint chaque groupe de la société à se battre pour une part relativement plus importante de celle-ci.

Cette guerre entre les différents groupes de la société n'est pas directe, mais se déroule sur le terrain économique et politique, elle porte sur la fixation des prix, les droits de douane et la fiscalité. Le déclin du capitalisme se reflète dans l'état presque désespéré des finances nationales. A part la Grande-Bretagne, il n'y a pas de pays européen dont le budget ne soit pas déficitaire. Les mesures prises pour équilibrer les budgets, à savoir l'augmentation des emprunts nationaux et de la monnaie fiduciaire, contribuent elles-mêmes au déclin du capitalisme. Aucune classe n'est prête à faire des sacrifices financiers pour la préservation de l'État.

Ce déclin a pour conséquence une *crise politique* chronique. Dans tous les pays bourgeois, les changements de gouvernement sont devenus une habitude. Il n'existe nulle part un parti gouvernemental stable. Les fortes divisions au sein de la classe possédante se reflètent dans les scissions des partis parlementaires, dans leur incapacité à formuler et à poursuivre une politique cohérente et indépendante et dans les coalitions éphémères et changeantes. Seule la nécessité de contenir le prolétariat révolté unit temporairement les groupes et les partis en guerre.

10. *Sur le plan idéologique, la foi en la stabilité de la domination de la classe capitaliste a été ébranlée.* Nous dépasserions les limites de cet article si nous essayions de traiter plus complètement de ce sujet. Nous voudrions souligner que l'ancienne autorité incontestée de l'État capitaliste a disparu, du moins dans les pays où le déclin est le plus avancé. Non seulement le prolétariat, auquel l'essor de la Russie soviétique a servi d'inspiration, prouve par ses luttes révolutionnaires, par la création d'organisations qui tentent d'acquérir une certaine partie du pouvoir

d'Etat, qu'il a perdu la foi dans la stabilité de la domination de classe, non seulement la population coloniale le prouve par des rébellions, mais la bourgeoisie elle-même a perdu confiance. Le fait que la bourgeoisie ait été partout contrainte de s'armer, de former des gardes blancs, démontre la faiblesse de la domination. La bourgeoisie ne peut plus se permettre de confier la protection de sa domination à des personnes rémunérées appartenant à une autre classe ; elle n'a plus la possibilité d'armer une partie du prolétariat et de l'employer dans le but de contenir les masses ; la bourgeoisie doit s'armer. Ce n'est pas un signe de puissance, mais de faiblesse de la domination de classe, car cette dernière est la plus forte lorsque seul un strict minimum de force armée est nécessaire à sa préservation, lorsque la simple menace d'utiliser la puissance de l'État suffit à faire taire toute opposition. C'est un symptôme de plus du déclin que la lutte armée de la bourgeoisie avec le prolétariat se déroule en dehors de l'État (Putsch de Kapp en mars 1920, Fasci Italiani di Combattimento, Ligue des officiers espagnols, Réveil de la Hongrie, etc.)

D'autre part, nous voyons que la bourgeoisie écarte l'Etat également sur le plan économique et se met à travers son organisation à la place de l'Etat. Il y a de grandes organisations capitalistes (Stinnes, Accord sur les réparations), qui prennent la fonction de l'État.

Il est indéniable que la bourgeoisie, aidée par la social-démocratie, a réussi, après la grande crise révolutionnaire de la fin de la guerre, à consolider sa domination. Le capital est maintenant sur le point de dégager la scène du théâtre politique, d'éjecter les sociaux-démocrates, après avoir fait leur devoir, et d'arracher au prolétariat toutes les conquêtes révolutionnaires. Le déclin du capitalisme n'est, en effet, pas un processus automatique, mais une période de conflits, avec une alternance de succès et d'échecs du prolétariat militant.

Chapitre III : Le rôle de la guerre sous le capitalisme

Les sociaux-démocrates, qui soutiennent que la crise actuelle du capitalisme n'est qu'une phase temporaire qui sera suivie d'une période de croissance, affirment également que la crise actuelle est "simplement" l'effet de la guerre. Dans la mesure où il s'agit d'une simple déclaration de fait, ils ont certainement raison. Mais leur erreur ou leur mensonge délibéré consiste dans le fait qu'ils considèrent la guerre comme quelque chose d'accidentel, qui n'a aucun lien nécessaire avec le capitalisme, une chose qui ne se répétera pas. Par conséquent, ils sont pacifistes, se sont enthousiasmés pour Wilson et prétendent croire à la paix éternelle de la Société des Nations.

Mais la guerre n'était pas un incident provoqué par de méchants politiciens ; c'était un affrontement préparé pendant des décennies par la bourgeoisie des pays capitalistes hautement développés. Pendant des décennies, des millions d'hommes ont été entraînés au massacre ; une partie considérable du produit annuel des nations a été investie dans des instruments de guerre. Toutes les manifestations pacifistes et antimilitaristes n'ont servi à rien ; Norman Angell a tenté en vain de démontrer que la guerre était une mauvaise affaire. La bourgeoisie ne se laissa pas troubler dans ses préparatifs de guerre et ne s'arrêta pas dans son travail d'embrasement de la guerre.

Et aujourd'hui, quatre ans après la fin de la guerre, le militarisme est plus fort que jamais. Le nombre d'hommes sous les armes est plus important qu'auparavant, et une part encore plus grande du produit national est consacrée aux préparatifs de guerre. Quelle ingénuité de considérer tout cela comme un accident, comme un malentendu !

Le militarisme et la guerre sont, en fait, des effets nécessaires du développement capitaliste. La théorie de Norman Angell, qui constitue la base de la propagande pacifiste de la social-démocratie, est née d'un stade archaïque du capitalisme et correspondait aux intérêts du capital commercial britannique. Dans les pays capitalistes hautement développés, cependant, ce n'est pas le capital commercial qui détermine la politique gouvernementale, mais l'industrie lourde (fer et acier et charbon), en alliance avec le capital financier, et il n'est pas dans leur intérêt de mesurer leur force dans la libre concurrence avec leurs rivaux sur les marchés mondiaux, ni de créer des marchés rentables, mais de conquérir et de monopoliser des régions entières pour des investissements sûrs du

capital d'exportation¹. Cette politique du capital est également poussée par la tendance à la baisse du taux de profit².

En raison du progrès technique, la composition organique du capital devient plus élevée, la rotation du capital industriel plus lente, le taux de profit plus faible. A cela s'ajoute un nouveau facteur dans les dernières décennies du XIXe siècle. Le prolétariat, par le biais de ses organisations, a pu élever son niveau de vie. Le "moment historique", qui "codétermine le volume des besoins dits élémentaires et le mode de leur satisfaction"³, permet une augmentation du taux de salaire. Ou, en d'autres termes, le travail nécessaire s'étend au détriment du surtravail. Le taux de plus-value est en baisse. Pour une somme donnée de capital variable, cela entraîne une accélération de la tendance à la baisse du taux de profit.

Le capital cherche à surmonter la tendance à la baisse des taux de profit par différents moyens. En organisant des cartels, des trusts, des fusions, par lesquels le capital centralisé réduit les *faux frais* de la sphère de circulation et arrache une partie des profits au capital commercial et augmente son propre taux de profit en fixant des prix de monopole aux dépens des autres classes. Mais surtout, *en exportant le capital* vers des pays où le temps de travail nécessaire est plus court, le taux de plus-value et de profit plus élevé. Pour rendre l'exploitation de ces régions possible, il faut les rendre flexibles aux exigences du capital, c'est-à-dire les soumettre. Le capital de chaque pays industriel hautement développé, afin de retarder la baisse du taux de profit, est contraint de soumettre de grandes régions coloniales, et il ne recule pas devant une guerre pour la protection ou la conquête de nouvelles sphères d'investissement, qui doivent être converties en marchés monopolistiques⁴.

On peut, bien sûr, imaginer aussi une "paix de Dieu" capitaliste. On peut imaginer que l'organisation internationale, la trustification du capital des pays dirigeants, sera si avancée que toute rivalité entre les capitaux "nationaux" cessera. Ce n'est que dans un tel cas que le pacifisme bourgeois aurait une perspective de réalisation. Mais même dans un tel cas, il resterait nécessaire d'étouffer par les forces armées les aspirations et les mouvements des populations coloniales opprimées en vue de leur émancipation du joug impérialiste. En réalité, nous sommes loin d'avoir atteint un tel point. Les tendances à une organisation internationale sont beaucoup plus faibles que l'antagonisme entre les divers intérêts capitalistes nationaux. Et nous avons l'espoir que la période actuelle de déclin du capitalisme ne durera pas assez longtemps pour rendre possible une telle trustification universelle du capital.

¹ L'opposition entre le capital industriel et commercial s'est manifestée à l'occasion de la note Balfour. Le capital commercial de la Grande-Bretagne était en faveur de l'annulation des dettes interalliées, afin de faciliter le règlement de la question des réparations et de restaurer l'Allemagne en tant que marché pour le commerce britannique. L'industrie britannique représentée par la FBI [Federation of British Industries] était, cependant, contre l'annulation des dettes et, ouvertement ou tacitement, en faveur de l'abaissement de l'Allemagne au niveau d'une région coloniale de l'*Entente*. Le nouveau tarif douanier des États-Unis signifie également la victoire complète du capital industriel sur le capital commercial.

² Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre III.

³ *Capital*, vol. I, p. 134 [référence à une édition non retrouvée, mais Marx a bien écrit : "D'un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint." *Le Capital*, ES, L. I, t. 1, p. 174. NB : Ce passage est repris dans le rapport pour le V^e congrès de l'IC en 1924, *Essor ou décadence du capitalisme* ?]

⁴ Nous sommes donc d'accord avec Rosa Luxemburg sur le fait que le capitalisme hautement développé, dans sa forme politique impérialiste, conduit nécessairement à des conflits universels. Mais nous différons quant à sa motivation. Nous ne croyons pas que l'accumulation ou l'existence continue du capital soit impossible sans une extension du mode de production capitaliste à des couches jusque-là non capitalistes.

La dernière guerre n'a pas été, en tout cas, un accident fâcheux, mais le résultat naturel de cet antagonisme, qui s'était manifesté au cours de la décennie précédente d'armements frénétiques. La guerre mondiale, il est vrai, a provoqué la période de crise actuelle, mais elle ne peut être considérée comme sa cause, qui aurait pu être évitée si une meilleure politique avait été poursuivie. Et son résultat est historiquement considéré comme tel, à savoir qu'un concurrent dangereux pour la domination mondiale, à savoir l'Allemagne, a été éliminé, et que toute la région à l'est du Rhin a été convertie en colonie du capitalisme de l'*Entente* victorieuse. La guerre mondiale a donc été un symptôme de la crise du capitalisme et a abouti à la reproduction de l'antagonisme impérialiste à un niveau plus élevé ; seulement quatre puissances impérialistes se font face en armure brillante. Et c'est seulement la peur de la révolution prolétarienne et coloniale qui les empêche de se sauter à la gorge.

Enfin, nous voudrions faire remarquer qu'il est tout à fait faux de dire que la guerre est, économiquement, une mauvaise affaire pour les cercles dirigeants capitalistes – le capital industriel. Il existe des données statistiques (voir tableau 8) qui montrent, avant tout, les profits américains.¹

TABLEAU 8 : Somme totale des bénéfices nets de toutes les sociétés par actions en millions de dollars

1909	3 125
1910	3 360
1911	3 214
1912	3 832
1914	3 711
1915	5 187
1916	8 766
1917	10 730
1918	9 500*
1919	8 500*

*Estimation, d'après les dernières données des rapports internationaux officiels sur les revenus

En ce qui concerne l'industrie minière et manufacturières en particulier, les données suivantes sont disponibles (voir tableau 9) :

TABLEAU 9 : Profit net en millions de dollars

1909	1326
1910	1436
1911	1310
1916	5026
1917	6809*

*Nous n'avons pas de données plus récentes

D'après ce tableau 9, il est évident que le capital industriel a multiplié ses bénéfices par cinq ! Pas de mauvaises affaires, là ! Et il doit en être de même pour les manufactures britanniques, françaises et allemandes. En ce qui concerne leurs bénéfices de guerre, nous n'avons pas pu obtenir de rapports de synthèse.

¹ Cf. David Friday, *Profits, Wages and Prices*, New York, 1921, pp. 15 et 17.

Chapitre IV : Les types économiques de la période de déclin du capitalisme

Nous allons maintenant tenter de mettre un peu d'ordre dans le chaos de la période actuelle en regroupant les différents pays selon leur position dans la vie économique du monde et en mettant en évidence certains types. Nous ne pouvons, bien entendu, donner ici qu'un aperçu général. L'absence d'équilibre dans la vie économique du monde, telle qu'elle a été indiquée au chapitre II, se manifeste par une insécurité générale, par la coexistence de divers types économiques les uns à côté des autres.

Premier groupe – Pays dont le capitalisme n'est pas pleinement développé

Bien que le capitalisme soit entré dans la période de déclin, il existe de nombreux pays où le capitalisme n'a pas encore atteint son plein développement. Il s'agit de régions extra-européennes, dans lesquelles les ressources naturelles n'ont pas encore été pleinement exploitées, et qui sont riches en possibilités agricoles et minières ; de régions dans lesquelles, pendant la guerre (en raison de la pénurie de navires, les frets étaient très élevés, et les avantages géographiques de l'industrie européenne n'ont pas pu être mis à profit), le rythme de l'industrialisation s'est accéléré. Ces régions, malgré leur faible niveau de développement capitaliste, ont lourdement souffert de la crise aiguë ; leurs industries naissantes ne sont guère en mesure de résister aux assauts des vieux centres manufacturiers, aidées qu'elles sont par les faibles frets qui prévalent actuellement ; leur agriculture et leur production de matières premières sont également défavorablement affectées par la diminution du pouvoir d'achat de l'Europe.

Ce groupe comprend des pays qui se trouvent à des stades très divers de développement économique et politique. Nous tentons donc de les diviser en sous-groupes. Bien entendu, cette division ne peut pas être nette ; pour certains pays, on peut se demander à quel sous-groupe ils peuvent être rattachés.

a) Les régions coloniales opprimées de Grande-Bretagne, de France, de Belgique, d'Italie, en Afrique, habitées par une population indigène non civilisée.

Ces régions se trouvent actuellement au stade le plus bas de l'évolution économique de tous les pays de la terre. Le capital est encore entièrement un capital colonial étranger (plantations, capital commercial) ; la population indigène, à peine différenciée, se trouve encore au niveau le plus bas de la civilisation. Le capitalisme a contre lui une population mince, très réduite et des conditions naturelles très défavorables (absence de pluie, chaleur tropicale, maladie du sommeil).

b) Les colonies opprimées, dont la population n'est pas européenne, mais qui se trouvent à un niveau de civilisation plus élevé.

A ce sous-groupe appartiennent :

Les colonies espagnoles, françaises et britanniques d'Afrique du Nord, les colonies britanniques d'Asie antérieure¹, l'Inde (britannique, française, néerlandaise), les colonies japonaises et américaines. Ces régions ont un capitalisme plus ou moins développé, un capitalisme indigène en cours de développement, une classe capitaliste indigène en pleine expansion, une population qui présente les prémices de divisions de classe, comme on en trouve généralement sous le capitalisme, mais qui est maintenue dans une certaine unité par son opposition commune aux puissances coloniales oppressives. Le déclin universel du capitalisme, d'une part, entrave leur croissance économique en leur rendant difficile de trouver des marchés rentables pour leurs matières premières ; d'autre part, ils ont fait, pendant la guerre, de grands progrès dans l'industrialisation, et arraché aux puissances coloniales de grandes libertés économiques et politiques. Leur émancipation détruira l'un des fondements de l'impérialisme capitaliste.

c) Les pays coloniaux nominalement indépendants.

En Asie, la Chine, la Perse, l'Afghanistan, la Turquie ; en Amérique, le Mexique et les diverses républiques sud-américaines. Ils sont nominalement indépendants, parce qu'ils ne sont pas des colonies d'une seule puissance impérialiste, mais des pommes de discorde des quatre grandes puissances. Leur structure économique et leur développement culturel sont très divers. En Chine vit un vieux peuple civilisé ; au Brésil, des tribus indiennes partiellement civilisées. Tous ont en commun la possibilité d'un développement capitaliste rapide, disposant de ressources naturelles importantes et inexploitées ; bien qu'il existe déjà dans ces régions un capitalisme indigène, les capitalistes étrangers ont encore de larges possibilités d'y exercer leurs activités et d'exporter des capitaux vers ces pays. Ce sont ces régions que les puissances impérialistes extra-européennes, les Etats-Unis et le Japon, ont délimitées pour elles-mêmes, dès que le capitalisme européen s'est effondré. Le fait que ces régions ont été peu touchées par le déclin de la vie économique du monde capitaliste est démontré par la condition favorable de leur monnaie.²

¹ [ou occidentale, *i.e.* de la Méditerranée jusqu'à l'Afghanistan]

² TABLEAU 10 : Taux moyens en Juillet en pourcentage du dollar (au pair) selon le *Federal Reserve Bulletin* 1922,8,8, p. 1016

Chine: Shanghai tael	118.2
<i>Id.</i> : Hesar-Rania dollar	118.0
<i>Id.</i> : Hongkong dollar	121.3

d) *Le groupe des colonies de peuplement britanniques.* Canada, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Bien qu'ils soient nominalement des colonies, ces pays sont pratiquement indépendants et tous sont des pays capitalistes pleinement développés. Ils possèdent tous une large base agricole, ce qui les rend, dans une large mesure, indépendants des marchés mondiaux. Et cela leur permet de continuer à développer un capitalisme qui leur est propre. Le déclin du capitalisme s'y fait sentir par la diminution de la demande de denrées alimentaires et de matières premières sur le marché mondial et par la concurrence sévère des anciens pays industriels avec les industries nouvellement développées sur les marchés intérieurs. Ces pays auront probablement recours à des droits de protection et s'orienteront vers l'établissement d'une vie économique autosuffisante. Le fait que la dernière crise aiguë les ait peu affectés témoigne également de la bonne santé de leur économie. Leur monnaie, leur budget et leur organisation de crédit sont restés inébranlables.

Deuxième groupe – Pays au capitalisme pleinement développé et essentiellement intact

Ce groupe englobe les principaux pays impérialistes de notre époque. Certains d'entre eux sont déjà fortement touchés par le déclin. Dans l'ensemble, cependant, leur capitalisme est encore intact, et comme leur système monétaire et de crédit est encore sain et que leur accumulation de capital se poursuit, leur foi dans la pérennité du système actuel est encore forte. Comme le sort du capitalisme doit être décidé dans ces pays, il est nécessaire de traiter chacun d'eux séparément.

a) Le Japon

Ce pays est devenu en quelques décennies un État capitaliste impérialiste pleinement développé, avec tous les traits qui caractérisent un tel stade – militarisme, exportation de capitaux, expansion coloniale. La structure sociale est cependant restée en retrait par rapport à la révolution de la vie industrielle. Les conditions sociales et juridiques présentent encore un caractère fortement féodal, de sorte que la création de ces conditions politiques qui sont les formes propres du capitalisme, à savoir l'égalité devant la loi, la démocratie politique, le parlement populaire, etc. est considérée comme un progrès. Le pays a été fortement affecté par le déclin et par la crise aiguë, mais le mécanisme de production est resté intact, l'accumulation se poursuit, le système monétaire et de crédit est resté dans un état sain, bien que certaines entreprises spéculatives aient fait faillite¹.

En raison de sa contiguïté géographique avec les territoires gigantesques encore inexploités de la Chine et de ses pays extérieurs (Mandchourie, Mongolie), en raison aussi de sa position entre les parties capitalistes les plus saines de l'économie mondiale, les États-Unis, le Canada, l'Australie, elle a une perspective de rester plus ou moins épargnée par le déclin rapide de l'Europe centrale.

Argentine (peso, or)	84.8
Brazil (milreis)	42.3
Chile (peso, papier)	64.7
Mexico	97.3
Cuba	99.8
Uruguay	78.7

¹ Pendant toute la période qui a suivi la fin de la guerre, le yen japonais s'est maintenu au pair, les fluctuations n'ont pas dépassé 5 % au-dessus ou au-dessous du pair.

b) Les États-Unis d'Amérique

Pendant la guerre, les États-Unis sont devenus une puissance impérialiste de premier plan entièrement développée. Leur mécanisme de production a fortement augmenté ; ils sont passés d'un pays agricole à un pays industriel, d'un pays importateur de capitaux à un pays exportateur de capitaux, d'un pays débiteur à un pays créateur.

Ce pays se distingue des pays impérialistes européens surtout par le fait que sa base agricole est beaucoup plus importante ; il est capable non seulement de fournir à partir de son propre sol les denrées alimentaires nécessaires, mais d'être le plus grand exportateur de blé, de maïs et de coton. Il se trouve dans la situation particulière de devoir exporter de plus grandes quantités, tant agricoles qu'industrielles, de sa capacité productive¹.

C'est exactement pour cette raison qu'il a été fortement touché par le déclin du capitalisme après avoir eu au cours de la dernière décennie un excédent d'exportation d'environ 22 milliards de dollars (environ 90 milliards de marks-or), après avoir épongé ses dettes extérieures en rachetant ses obligations. Après avoir prêté aux Alliés plus de 11 milliards de dollars, après être entrée en possession de 40 pour cent du total de l'or disponible dans le monde, les USA sont confrontés au problème suivant : quel équivalent le monde et, surtout, l'Europe appauvrie peuvent-ils donner pour la fourniture de marchandises américaines ? Et comme, sous le capitalisme, toutes les irrégularités dans les échanges internationaux trouvent leur expression dans les taux de change des monnaies, la question peut être ainsi formulée : Comment les exportations américaines sont-elles possibles face à l'énorme dépréciation des monnaies de l'Europe continentale ? Et cette question est étroitement liée à celle du paiement des intérêts et du fonds d'amortissement des dettes des Alliés. Sous quelle forme la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, etc. pourraient-elles payer les intérêts et les fonds d'amortissement à l'Amérique, sans envoyer leurs marchandises ? Et ce, pour un pays comme les États-Unis, où six millions d'ouvriers sont au chômage depuis des mois et des mois, à cause de la surabondance de marchandises, pour lesquelles elle ne peut trouver de marchés étrangers ?

La séparation de la production agricole et industrielle peut également être remarquée aux USA. Avec la surproduction relative de presque tous les produits de base en 1920-1921, les prix des produits agricoles ont encore plus baissé que ceux des produits industriels, car grâce aux grands trusts qui ont planifié la restriction de la production industrielle, les prix ont pu être maintenus d'une manière ou d'une autre². Le résultat a été que les agriculteurs se sont appauvris et que leur pouvoir d'achat a considérablement diminué, ce qui a eu, bien sûr, un impact défavorable sur les fabricants. Ce fut la cause de la lutte sévère entre les agriculteurs et le capital financier-industriel trusté et le capital ferroviaire. (*Farmer Block* au Sénat, Ligue non partisane).

1

TABLEAU 11 : Excédents d'exportations des États-Unis au cours de la dernière décennie en millions de dollars

1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	Total en 9 ans
737	323	1'779	3'109	3 281	3 118	4 016	2 949	1 917	21 309

² Cette question est traitée plus en détail dans mon ouvrage *Krise der kapitalistischen Weltwirtschaft*, deuxième édition.

Les États-Unis tentent maintenant d'atténuer la crise de deux façons : (1) en *sécurisant les marchés* intérieurs. Le nouveau tarif douanier impose des droits de protection très élevés pour l'agriculture aussi bien que pour l'industrie. Les marchés intérieurs devraient être entièrement confiés aux capitaux nationaux.¹ (2) Par *les exportations de capitaux*. L'excédent doit être investi avant tout dans les régions encore non-développées de l'Amérique du Sud, en Chine et dans les dominions britanniques d'outre-mer (le Canada est déjà économiquement plus étroitement lié aux États-Unis qu'à la Grande-Bretagne).

Le nouveau tarif douanier est anti-européen. C'est une tentative de déconnecter les États de l'Europe en déclin – une tentative qui a peu de chances de succès, mais qui, en tout cas, condamne l'Europe à une paralysie progressive. Seule la politique pro-européenne, l'annulation des dettes alliées, l'octroi de crédits importants à l'Europe continentale, c'est-à-dire le transfert d'une partie du mécanisme productif américain surdéveloppé vers l'Europe appauvrie, sera peut-être un moyen de créer, plus tôt que prévu, un nouvel équilibre économique, si la révolution prolétarienne donne au capitalisme le temps nécessaire pour cela.

c) La Grande-Bretagne et les pays européens neutres

Un troisième groupe est formé par la Grande-Bretagne et les États européens neutres. Le mécanisme productif et le système monétaire et de crédit de ces pays sont, dans l'ensemble, intacts. Comme ils ne possèdent pas de ressources agricoles et de matières premières aussi abondantes que les États-Unis, ils dépendent beaucoup plus des marchés mondiaux que ces derniers, notamment la Grande-Bretagne, la Scandinavie et la Suisse. Un pourcentage beaucoup plus important de leur production industrielle doit être exporté, afin d'éviter un chômage chronique et de pouvoir importer de grandes quantités de denrées alimentaires et de matières premières de l'étranger. Si le capitalisme de ces pays est plus ou moins intact, le chômage sévère qui y règne² montre néanmoins que, du fait de la disparition de l'ancien équilibre, le déclin s'y est également installé. Et comme ces pays ne possèdent pas une large base agricole qui leur permettrait encore d'essayer d'établir un système économique autonome, et que, de plus, les possessions coloniales de la Grande-Bretagne sont actuellement menacées par le mouvement d'émancipation en Inde, en Asie antérieure et en Afrique, on peut supposer que ce groupe de pays, malgré l'amélioration momentanée des affaires, sera entraîné dans le déclin d'une manière plus rapide et plus forte que les pays extra-européens.

Quant aux conditions sociales, le déclin est moins sensible en Grande-Bretagne qu'en Amérique. Le fait qu'il n'existe en Grande-Bretagne pratiquement pas de paysannerie indépendante fait que le prolétariat se heurte directement à une bourgeoisie essentiellement unifiée, sauf une certaine opposition d'intérêts entre le capital commercial et bancaire d'une part, et le capital manufacturier d'autre part, le premier préconisant certains sacrifices en vue de la reconstruction de l'Europe, le second craignant une réaffirmation de la concurrence allemande, mais cette opposition d'intérêts entre les deux sections de la bourgeoisie ne peut guère être qualifiée de lutte. Le prolétariat, cependant, est encore loin d'une conception révolutionnaire de la situation, et il est presque entièrement aux mains des dirigeants syndicaux qui coopèrent avec les capitalistes.

¹ Le nouveau tarif signifie le triomphe complet du capital productif (agricole et manufacturier) sur le capital commercial et financier.

² Cf. le tableau du chômage (TABLEAU 7, p. 14).

Troisième groupe – Pays où la décadence du capitalisme est évidente

Dans ce groupe, nous mettons tous les pays bourgeois de l'Europe continentale qui ont participé à la guerre. Le trait commun de tous ces pays est une forte *diminution de la production* par rapport à la période d'avant-guerre, une diminution ou un arrêt complet de l'accumulation, ou même une désaccumulation (reproduction sur une échelle décroissante) ; le système de la monnaie et du crédit plus ou moins ébranlé ; une forte dépréciation de la monnaie, de violentes fluctuations de change, des budgets désordonnés, la liaison entre l'agriculture et les manufactures relâchée. Dans la plupart de ces pays, l'autorité de l'État est considérablement ébranlée ; la bourgeoisie elle-même prend les armes pour défendre sa domination de classe (Orgesch, fascistes, Réveil des Magyars, etc.). L'antagonisme de classe s'intensifie ; il n'existe ni partis de gouvernement stables ni gouvernements stables. Les partis sont divisés en d'innombrables fractions et factions, et les crises ministérielles ne cessent pas.

Ces symptômes de déclin se manifestent dans les différents pays à des degrés divers. C'est justement cette diversité d'un pays à l'autre, le changement rapide des conditions, l'instabilité générale des choses, qui caractérise ce groupe de pays. C'est pourquoi il est impossible, dans les limites étroites de notre essai, d'en donner plus qu'un aperçu général.

a) Les "pays victorieux" – France, Italie et Belgique

France. Les conditions économiques de la France sont beaucoup plus favorables que celles de la Grande-Bretagne, car elles reposent sur une base agricole plus large ; avec une récolte normale, la France est en mesure de se nourrir. Le caractère agricole du pays le rend quelque peu indifférent à ce qui se passe sur les marchés mondiaux. D'autre part, une partie du mécanisme de production n'est pas encore rétablie, et les facteurs humains de production ont été diminués par les pertes de guerre et par le gigantesque appareil militaire. Les finances nationales sont dans un état lamentable, le cours du franc est tombé à 40 % au-dessous de son pair en or.

D'autre part, grâce à la reconquête de l'Alsace-Lorraine, la France est devenue un pays exportateur de l'industrie lourde.

Ce fait, associé à ses vastes possessions coloniales, à son militarisme et à son nationalisme, fait de la France, malgré le désordre de ses finances et de sa monnaie, l'une des principales puissances impérialistes avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. La France a étendu son influence sur presque toute l'Europe bourgeoise à l'est du Rhin. Elle menace l'Allemagne par les demandes de réparations. Elle contrôle la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la petite Entente par ses investissements de capitaux et ses alliances militaires ; elle cherche à transformer en régions coloniales toutes les terres à l'est du Rhin, voire même, la Turquie (d'Ankara) et l'Asie occidentale, – toutes ces régions qui, à la suite de la guerre, sont tombées économiquement au niveau des colonies.

Cependant, l'infrastructure économique de la France – la population réduite et en diminution, le mécanisme de production faiblement développé et endommagé par la guerre, qui, malgré toutes les apparences de grandes accumulations de capital-argent, a toujours été pauvrement équipée en moyens de production, la monnaie désordonnée et le mauvais état des finances nationales – n'est nullement assez solide pour supporter pendant longtemps une superstructure aussi immensément ambitieuse. La contradiction entre les bases économiques faiblement développées et la superstructure diplomatique et militaire surdéveloppée conduira, avant longtemps, à un grand effondrement (peut-être à la suite d'une guerre) et détruira finalement les fausses apparences de la prospérité française.

En Italie, le déclin du capitalisme est plus avancé. Des hausses continues dans la plupart des manufactures, beaucoup de chômage, la lire à 20 % du pair de l'or, les finances nationales désordonnées, l'autorité de l'État en décadence, la lutte des classes menée par la force armée en dehors de la sphère de l'État. La décadence est si avancée que le pays n'a presque rien obtenu de l'amélioration économique de l'année dernière.

b) Les pays manufacturiers d'Europe centrale où le déclin est le plus avancé

Il faut classer dans ce groupe quatre pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Les trois premiers présentent les caractéristiques de la décadence dans leur développement le plus complet. La production a considérablement diminué, le mécanisme matériel de production est usé, le prolétariat est sous-alimenté, son niveau de vie ne cesse de baisser. La courbe de la production dépend entièrement des fluctuations de la monnaie : lorsque les cours baissent, les commandes étrangères sont importantes et le commerce semble florissant, mais dès que les cours de leurs monnaies et les prix se rapprochent de ceux du marché mondial, les affaires se ralentissent. Comme leur coût de production est relativement plus élevé (en raison de leur mécanisme de production inférieur et moins bien exploité) que celui des pays du groupe II, et que chaque article de même qualité contient plus de temps de travail que celui produit par le groupe II, ils ne peuvent rivaliser sur les marchés mondiaux qu'en abaissant le niveau de vie du prolétariat parce que la hausse des salaires-argent est toujours très en retard sur la hausse des prix des produits de première nécessité.

Le volume de la production est considérablement plus faible qu'avant la guerre et n'est pas à la hauteur des besoins quotidiens. L'accumulation du capital est encore au point mort¹. Malgré l'augmentation énorme des ventes en papier-monnaie et des bénéfices en papier, il est démontré que le petit commerçant n'est pas en mesure de réapprovisionner son magasin avec les recettes de ses ventes, ni l'artisan d'acheter de nouveaux matériaux pour la poursuite de son travail, ni le grand fabricant, qui utilise des matières premières étrangères, de se procurer la même quantité de nouvelles matières premières. Le mécanisme industriel est affamé, la production se réduit.

La monnaie se déprécie rapidement (voir tableau 12).

TABLEAU 12 : Pour une livre sterling anglaise, les taux suivants étaient cotés à Londres

	Au pair	Fin 1920	Fin 1921	22 sept. 1922
Mark allemand	20.43	258	778	6 300
Couronne autrichienne	24.02	1 500	11 000	335 000
Mark polonais	20.43	2 250	12 000	35 000

Plus inquiétant encore est l'effet des violentes fluctuations qui, dans le cas du mark allemand à l'été 1922, ont atteint 50 % du taux de change.

¹ Au cours des douze derniers mois, le montant total des dépôts des caisses d'épargne allemandes a augmenté de dix pour cent, mais leur valeur en mark-or a diminué d'un dixième.

La monnaie nationale perd pour cette raison sa fonction de mesure des prix et de moyen de circulation. Le monde des affaires fait ses calculs en "monnaies précieuses" étrangères. Et tandis que le stock disponible de monnaie étrangère est accaparé, la masse de papier-monnaie en circulation atteint des proportions fantastiques. L'institut d'émission allemand met chaque jour en circulation plus de trois milliards de nouveaux billets de banque, la banque autrichienne peut-être 50 milliards.

Le système de crédit s'est effondré, personne n'est prêt à accorder des prêts à long terme dans la monnaie nationale, car au moment où le remboursement sera dû, le pouvoir d'achat de l'argent pourrait avoir chuté à une fraction. Les taux d'intérêt atteignent des sommets fantastiques. Une part de plus en plus grande de la valeur réelle, des maisons et des propriétés foncières est aliénée, c'est-à-dire transférée à des capitalistes étrangers. La région entière s'enfonce, économiquement et politiquement, au niveau d'une colonie des puissances alliées.

Les finances nationales se sont effondrées. La hausse continue et rapide des prix réduit à néant toute tentative d'établir des budgets réels. La dette flottante monte en flèche ; les gouvernements sont incapables de contracter un quelconque emprunt étranger ou national.

Le village rompt ses liens avec la ville. Alors que la ville meurt de faim, la production agricole est limitée.¹

Dans la ville, les fonctionnaires, les employés, les intellectuels, les rentiers, les retraités, s'abaissent au niveau du prolétariat. La décadence générale se manifeste par la lutte intestine des différentes sections, par l'instabilité totale des conditions politiques, par le sentiment amer des classes laborieuses.

En *Autriche*, la décadence est la plus avancée. En Allemagne, elle est accélérée par les charges de réparation. La situation de la Pologne est relativement meilleure, puisqu'elle dispose d'une base agricole plus large et qu'elle est exempte d'indemnités de guerre et de réparations. Mais, comme dans le cas de la France, la *Pologne* est entraînée dans la direction d'une décomposition complète par son militarisme, son infrastructure économique non-développée et désordonnée étant en contradiction avec sa superstructure diplomatique tournée vers le monde.

La *Tchécoslovaquie* occupe une position particulière, sa situation économique étant beaucoup plus saine que celle de tous ses voisins. Et c'est la raison, aussi paradoxal que cela puisse paraître, pour laquelle le pays ne peut sortir de la crise aiguë. Bien que sa monnaie soit tombée à un dixième du pair de l'or, elle reste pour tous ses voisins une monnaie inaccessible. Et comme la Tchécoslovaquie est un pays manufacturier très développé qui doit exporter un pourcentage considérable de produits (le mécanisme industriel de la Tchécoslovaquie a été établi pour les besoins des 60 millions d'habitants de l'ancien empire austro-hongrois), le pays souffre d'une crise aiguë, dont il ne peut sortir, à moins de participer au déclin général de ses pays voisins.

c) Les petits pays et les États frontaliers d'Europe orientale

Ce groupe contient des pays dont le caractère économique est très différent. Ils sont tous fortement entraînés dans le déclin du capitalisme, mais leur base agricole plus large leur donne une plus grande force de résistance que les pays d'Europe centrale. Leur système monétaire est

¹ Malgré la grande pénurie de denrées alimentaires, la culture intensive de la terre diminue. En 1921, la superficie des terres en jachère était supérieure de 19,4 % à celle de 1913, celle des pâturages de 15 %, celle des terres arables de 4,1 % (760 269 hectares). Cette évolution s'est poursuivie en 1922.

désordonné¹, les finances nationales sont mauvaises, les moyens de production passent de plus en plus entre les mains de capitalistes étrangers.

Traiter séparément de chacun de ces pays dépasserait les limites de cet article. La décomposition est plus avancée dans les pays vaincus – Hongrie et Bulgarie – que dans les autres. Certains de ces pays reçoivent l'aide économique des États impérialistes qui y placent des capitaux, ainsi, en premier lieu, la Grèce de la Grande-Bretagne.

Si la décadence économique de ces pays n'est pas aussi flagrante que celle des pays manufacturiers de l'Europe centrale, leur décadence sociale n'en est que plus évidente ; en Bulgarie, en Hongrie, en Yougoslavie, des luttes acharnées entre les diverses sections des classes dominantes ; en Grèce, la révolution ; partout des crises continuelles de gouvernement et de partis. Il semble que ces pays, quoique dans une situation économique relativement meilleure, soient plus proches d'une révolution prolétarienne que ceux de l'Europe centrale, parce que les classes dominantes ne sont pas unies dans leur résistance.

Quatrième groupe – Les pays soviétiques

L'existence de l'Etat soviétique est la preuve la plus frappante du déclin du capitalisme. Si l'on considère le monde dans son ensemble, la classe capitaliste est toujours plus forte que le prolétariat, et ce fait a contraint la Russie prolétarienne isolée à faire de sérieuses concessions au capitalisme afin d'accélérer la reconstruction économique de la Russie. D'autre part, le monde capitaliste, avec toute sa haine du bolchevisme, s'est montré incapable de détruire la Russie soviétique. L'antagonisme profond des intérêts des quatre grandes puissances impérialistes, qui les fait vaciller continuellement au bord de la guerre ; la crainte de la puissance révolutionnaire du prolétariat dans leurs pays respectifs, qui, malgré toutes les sinistres actions des social-traîtres patriotiques, est du côté de la Russie prolétarienne (en temps de danger, même les social-traîtres reconnaissent que l'effondrement de la Russie soviétique serait le signal de la destruction du prolétariat dans tous les pays capitalistes), excluent définitivement toute intervention militaire.

Alors que le déclin du capitalisme se poursuit à un rythme soutenu, le nouveau type de gouvernement, le pouvoir soviétique, si plein de promesses pour l'avenir, se renforce. Il s'étend géographiquement, rayonnant à partir de la Russie centrale, il s'étend aux côtes de la mer Noire, de la mer Caspienne, et à travers l'Asie jusqu'à l'océan Pacifique, aux frontières de l'Inde et de la Chine. Dans toute l'Asie, son influence est ressentie comme celle du champion de la victoire contre l'impérialisme.

1

TABLEAU 13 : Pour une livre sterling anglaise, les taux suivants étaient cotés à Londres

	Au pair	Fin 1920	Fin 1921	22 sept. 1922
Hongrie	24.20	-	2 550	11 000
Roumanie	25.22	276	550	680
Yougoslavie	25.22	127	272	300
Bulgarie	25.22	277	590	800
Grèce	25.22	47.5	99	196
Lituanie	25.32	-	1 000	1 160*
Finlande	25.22	120	221	202

*Août 1922

La Russie soviétique se consolide sur le plan économique. Alors que la dépréciation de la monnaie en Europe centrale se poursuit sans interruption, le rouble soviétique est stabilisé. Alors que le désordre des finances nationales y prend des proportions inouïes, la Russie soviétique est sur le point d'équilibrer son budget. Alors qu'en Europe centrale, l'éloignement entre l'agriculture et l'industrie progresse encore, les relations entre les deux facteurs économiques se rétablissent en Russie soviétique.

La Russie soviétique se consolide également sur le plan social. La bourgeoisie en tant que classe a disparu. Les relations entre la paysannerie et le Soviet s'améliorent ; toutes les rébellions et guérillas ont cessé. Le pouvoir gouvernemental est plus fort que partout ailleurs en Europe. Et dans la même mesure où la Russie consolide ses forces et est capable de surmonter les difficultés et d'élever le niveau de la classe ouvrière, nous voyons dans les autres pays de l'Europe continentale une résistance croissante des masses prolétariennes (*a*) à la continuation de l'ordre capitaliste de la société, qui, dans son déclin, les condamne à une misère toujours plus grande, et (*b*) à tout sacrifice au nom d'une restauration du capitalisme. De cette façon, la Russie soviétique, du simple fait de son existence et de sa sécurité, est un facteur puissant dans le processus de déclin du capitalisme.

Chapitre V : Le développement économique au cours de l'année dernière

Au moment du troisième congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1921, la première phase de la crise a atteint son point culminant. Il était déjà possible de prédire qu'une certaine amélioration économique était imminente. En fait, les conditions industrielles se sont, dans l'ensemble, améliorées, et il semble que cette amélioration n'ait pas encore atteint son zénith.

Il faut cependant observer qu'en ce qui concerne le désordre de l'économie mondiale, cette amélioration n'a pu s'étendre dans la même mesure à tous les pays. Elle est plus marquée dans les pays des groupes I et II, tandis que certains des pays les plus touchés par le déclin, à savoir l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, n'ont pu surmonter la crise. La perturbation de l'équilibre de l'économie mondiale n'a, pour cette raison, nullement diminué. Le gouffre qui sépare les pays des groupes I et II (c'est-à-dire les pays capitalistes encore en croissance ou encore intacts, d'une part, et les pays du groupe III, c'est-à-dire ceux qui sont fortement impliqués dans le déclin, d'autre part) est aujourd'hui peut-être plus grand qu'il y a un an. C'est du moins la conclusion que l'on peut tirer de la nouvelle chute importante des monnaies du groupe III.

Il est bien sûr impossible d'inclure tous les pays dans notre enquête. Pour connaître et fixer la situation économique d'un pays pendant une période aussi brève, il faut utiliser les données statistiques disponibles, à moins que l'on ne veuille se contenter d'assembler mécaniquement divers rapports commerciaux. Cette considération a déterminé le choix des pays¹. Il est donc malheureusement impossible de donner des détails concernant les pays du groupe I, car on ne dispose pas de données ou seulement de statistiques anciennes. Dans l'ensemble, on peut affirmer que la situation commerciale de ces pays s'est améliorée, en raison notamment de la hausse des prix des produits agricoles.

¹ Cf. aussi mes *Rapports trimestriels* dans *La Correspondance Internationale*.

*Groupe II***a) Etats-Unis**

Le commerce des Etats-Unis, première grande puissance capitaliste, s'est nettement amélioré au cours de l'année écoulée. On peut l'affirmer sans risque, bien que l'aspect général soit quelque peu obscurci par les gigantesques grèves des mineurs et des cheminots. Pour nous guider dans le mouvement du commerce, nous prenons les données les plus importantes de l'indicateur des affaires, de l'enquête officielle sur les affaires courantes. Les données de 1913 sont considérées comme égales à 100, les chiffres de l'indice indiquent ces changements en pourcentage (voir tableau 14).

TABLEAU 14 : Indice de la production industrielle américaine

	année	année	1921					
	1920	1921	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
Production de fonte brute	119	54	34	37	38	49	55	64
Production d'acier	135	66	36	52	53	73	75	65
Production de cuivre	99	39	17	21	21	24	22	18
Production de charbon bitumineux	116	85	76	87	88	110	90	77
Production d'antracite	97	95	92	94	93	99	90	78
Production de pétrole	181	189	194	198	176	172	183	203
Consommation de laine	118	135	132	145	155	166	163	159
Consommation de coton	117	85	85	97	101	103	109	106
Commerce extérieur : Importations	294	140	119	130	120	126	141	159
Commerce extérieur : Exportations	331	181	157	177	157	166	142	143
Indice du commerce de gros de tous les biens	226	147	141	142	141	142	141	140
Automobiles, en 1.000(*)	183	139	-	-	-	-	-	-
			1922					
	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	
Production de fonte brute	64	64	79	81	90	92	-	
Production d'acier	72	79	107	111	123	119	-	
Production de cuivre	25	37	61	75	87	92	-	
Production de charbon bitumineux	94	103	126	grève		40		
Production d'antracite	82	89	115			51		
Production de pétrole	208	197	225	217	224	219	-	
Consommation de laine	153	158	176	130	-	-	-	
Consommation de coton	109	98	108	93	103	105	-	
Commerce extérieur : Importations	145	144	171	145	170	172	-	
Commerce extérieur : Exportations	135	121	156	150	149	156	-	
Indice du commerce de gros de tous les biens	138	142	141	143	148	150	-	
Automobiles, en 1.000(*)	91	173	122	214	225	288	-	

(*) Moyenne mensuelle.

Ces chiffres constituent une indication plus sûre de l'amélioration des affaires, surtout si l'on tient également compte de l'activité extraordinairement soutenue dans le secteur de la construction, de l'excellent commerce des locomotives et des machines agricoles. L'amélioration a été accentuée au cours des derniers mois, pour lesquels on ne dispose pas de pourcentages statistiques. Le taux d'intérêt bancaire est maintenant égal à celui de la période d'avant-guerre. Le nombre de chômeurs, qui s'élevait à 5-6 millions au moment du point culminant de la crise, est retombé au niveau "normal". Dans de nombreuses industries, on se plaint même d'une pénurie de " bras ". En raison de

l'afflux d'ouvriers dans les métiers du bâtiment, le Steel Trust a volontairement augmenté les salaires de 200 000 ouvriers de 20 pour cent à partir du 1^{er} septembre 1922, signe certain d'une amélioration du commerce. Les prix montrent également une tendance à la hausse, comme en temps normal. La baisse des exportations et la hausse des prix prouvent que le marché intérieur s'est nettement amélioré. C'est la hausse des prix des produits agricoles et la bonne récolte qui ont provoqué l'amélioration industrielle. Cela démontre la puissance inhérente du capitalisme américain, mais en aucun cas l'amélioration de la condition générale du monde.

b) Le Japon

Nos informations sur la situation économique du Japon ne sont pas aussi précises que celles des Etats-Unis. L'aspect général des choses au Japon, tel qu'il est décrit dans les rapports des revues commerciales anglaises, est celui d'une crise, avec une légère tendance à l'amélioration. L'indice des prix est stable ; pour l'année 1922, les chiffres sont 206, 205, 200, 197, 194, 197 et 201. Le cours du yen est également stable, à quelques pour cent au-dessous du dollar au pair, avec une tendance à la baisse, probablement l'effet d'une balance du commerce extérieur fortement défavorable.

c) La Grande-Bretagne

La situation industrielle de la Grande-Bretagne n'est pas encore sortie de la crise. Mais une certaine amélioration est perceptible. Le tableau ci-joint donne les données les plus importantes :

TABLEAU 15 : Statistiques de la production industrielle britannique

	1913(*)	1920(*)	1921(*)	1921				
				Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Charbon en millions de tonnes	24	19.1	13.7	15.2	16.6	16.5	21.1*	17.9
Fonte brute 1.000 tonnes	855	670	218	grève	grève	158	236	272
Acier en milliers de tonnes	639	756	302	grève	439	429	405	444
% de chômeurs parmi l'ensemble des assurés	—	-	-	14.8	13.2	12.2	12.8	15.7
Indice des prix de gros (<i>Economist</i>) 1914 = 100	—	-	305 (Juin)	186	188	192	178	174
Cours de la £ en dollars	-	-	-	3.57	-	-	3.87	3.97
Exportations en millions de £	-	-	-	52.5	61.3	63.8	72.6	72.7
Importations en millions de £	-	-	-	80.8	88.6	87.1	84.7	89.2

(*)Moyenne annuelle

	1922							
	Janv.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août
Charbon en millions de tonnes	17.7	19.8	19.9	29.9(•)	19.1	15.8	23.20	18.1
Fonte brute 1.000 tonnes	228	300	330	394	408	369	399	412
Acier en milliers de tonnes	328	415	549	404	462	400	473	521
% de chômeurs parmi l'ensemble des assurés	16.2	15.2	14.6	14.4	13.5	12.7	12.3	12.0
Indice des prix de gros (<i>Economist</i>) 1914 = 100	167	166	167	167	170	171	171	166
Cours de la £ en dollars	4.22	4.36	4.38	4.41	4.44	4.45	4.45	4.45
Exportations en millions de £	71.6	68.8	74.7	64.7	67	60.9	68.7	70.0
Importations en millions de £	76.5	69.4	87.9	80.7	88.8	84.3	81.8	83.0

(•) Cinq semaines

Ces chiffres indiquent une certaine amélioration de la production de l'industrie lourde. De même, la diminution considérable du nombre de chômeurs au cours de l'année témoigne de

l'amélioration des conditions commerciales. Ces chiffres, cependant, ne doivent pas être interprétés dans un sens trop optimiste. Une diminution du chômage a toujours lieu pendant les mois d'été. Il faut également tenir compte du fait que la grève prolongée des mineurs aux États-Unis a entraîné temporairement une certaine amélioration dans le commerce du charbon en Grande-Bretagne. Si nous considérons en outre que l'industrie textile du Lancashire a, à partir du 30 septembre, réduit la durée hebdomadaire du travail de 27 pour cent, que dans l'industrie textile le chômage a augmenté, nous devons décrire la situation économique de la Grande-Bretagne comme étant toujours en crise. Une amélioration considérable a eu lieu dans la situation financière. Le cours de la livre sterling, mesuré par rapport au dollar, est passé de 3,54 à 4,45. Le taux d'escompte est de 3 %. Le budget est équilibré. L'impôt sur le revenu a été réduit de 1 sh. par livre.

Groupe III

Dans le groupe des pays d'Europe continentale, où le déclin est le plus avancé, les conditions sont extraordinairement variées et contradictoires. Si certains pays semblent avoir surmonté la crise (France, Finlande), il en est d'autres (Italie et notamment Tchécoslovaquie) qui ne sont pas encore sortis de la crise. D'autres encore (l'Allemagne et l'Autriche), qui ont connu une prospérité fictive pendant la crise aiguë, devront, selon toute vraisemblance, bientôt faire face à une crise aiguë. Nous allons tenter d'illustrer cette diversité de conditions par des chiffres statistiques. Malheureusement, il y a ici moins de matériel statistique disponible que dans les pays anglophones.

a) Les pays victorieux : La France

Bien que la vie économique de la France n'ait pas encore surmonté la crise, une amélioration considérable a été constatée. C'est surtout la courbe du chômage qui le montre. Le nombre de chômeurs secourus a très considérablement diminué, il est même inférieur à celui de la période d'avant-guerre.

Nous avons essayé d'illustrer la situation en France par un tableau statistique, dont les données les plus importantes sont tirées des *Bulletins de la Réserve fédérale* (voir tableau 16).

TABLEAU 16 : Statistiques de la production industrielle française

	Moyenne mensuelle			1921					
	1913	1920	1921	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
Production de charbon en 1.000 tonnes	3 400	2 100	2 400	2 330	2 450	2 490	2 500	2 570	2 703
Importations de charbon en 1.000 tonnes	1,558	2,005	1,472	660	1,065	1,874	1,301	3,291	2,895
Production de fer en 1.000 tonnes	439*	286	280	267	255	244	256	295	301
Production d'acier en 1 000 tonnes	391*	254	255	223	232	236	260	277	302
Chômeurs 1 000	-	40	-	37	-	20	19	16	10
Exportations en 1 000 tonnes	1,840	1,871	1,333	1,194	1,035	1,172	1,252	1,515	2,507
Importations en 1 000 tonnes	3,685	4,211	3,165	2,164	2,543	3,993	2,809	5,161	5,167
Exportations en millions de francs	573	2,241	1,796	1,563	1,725	1,775	1,759	1,748	2,182
Importations en millions de francs	701	4,159	1,962	1,468	1,737	2,225	2,227	2,333	3,154
Indice des prix de gros	100	510	345	330	-	-	331	332	326
Cours du franc à New York	19-30	7.00	7.50	7.80	7.80	7.30	7.30	7.20	7.89
Circulation des billets de banque en milliards	5-6	38	39.4	36.9	36.8	37.1	37.2	36.3	36.5

* Sans la Lorraine

	1922							
	Janv.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août
Production de charbon en 1.000 tonnes	2,669	2,501	2,764	2,479	-	-	2,525	-
Importations de charbon en 1.000 tonnes	1,676	2,153	2,081	1,538	2,058	-	-	-
Production de fer en 1.000 tonnes	312	323	386	383	442	416	428	445
Production d'acier en 1 000 tonnes	315	317	367	324	364	-	360	390
Chômeurs 1 000	9	8	7	-	5	5	6	-
Exportations en 1 000 tonnes	1,554	1,520	1,570	1,794	1,538	1,799	1,936	-
Importations en 1 000 tonnes	3,396	4,126	4,434	3,787	4,396	4,307	4,223	-
Exportations en millions de francs	1,639	1,853	1,877	1,963	1,869	1,963	1,887	-
Importations en millions de francs	1,488	1,847	1,932	1,744	1,810	1,851	1,996	-
Indice des prix de gros	314	306	307	314	317	325	325	-
Cours du franc à New York	8.16	8.73	9.00	9.20	8.24	9.76	8.24	7.70
Circulation des billets de banque en milliards	36.4	36.2	35.5	35.8	36.0	36.0	36.4	-

Ces chiffres montrent que le commerce s'est incontestablement amélioré. Le niveau des prix est stable, avec une tendance à la hausse. La circulation des billets a quelque peu diminué. Les fluctuations du franc sont, il est vrai, encore très importantes, mais le cours ne présente pas de tendance à la détérioration.

Mais ici aussi il faut observer qu'il faut se garder de surestimer l'amélioration. La production de fer et d'acier a à peine dépassé celle de l'avant-guerre, malgré l'incorporation de la Lorraine et malgré le fait que la grève des mineurs américains a détourné la concurrence britannique du marché français. La capacité de production n'a été exploitée qu'à hauteur d'un tiers. Les causes en sont le manque de coke et de charbon à coke, une organisation déficiente, l'absence de liaisons avec les marchés mondiaux. La récolte a été mauvaise, la nécessité d'importer des denrées alimentaires entraînera une balance commerciale défavorable, et fera pression sur le cours du franc. En ce qui concerne la diminution du chômage, il ne faut pas oublier l'énorme diminution de la population due à la guerre.

Le point le plus faible de la vie économique française se trouve en définitive dans l'état des finances nationales. La France inscrit toutes les dépenses qui ont leur origine dans la guerre dans un compte séparé qui doit être équilibré par les paiements de réparation. Au cours de l'exercice écoulé, plus de 16 milliards de francs ont été couverts de cette manière. Il y avait en outre un déficit de plusieurs milliards dans le budget ordinaire. Pour l'exercice 1923, le budget ordinaire a été équilibré par le transfert de son déficit de quatre milliards au "compte de réparation" sous le prétexte qu'ils représentent les intérêts de la dette nationale de 80 milliards que la France a contractée et avancée à l'Allemagne sous forme d'indemnités versées à ceux qui ont souffert financièrement de la guerre. Ensuite, il y a la dette de la France envers les États-Unis, qui s'élève au rythme actuel à 40 milliards, envers la Grande-Bretagne à environ 30 milliards de francs, sans que le budget ne prévoie le paiement des intérêts et du fonds d'amortissement. Et ce n'est que grâce à l'extraordinaire sens de l'économie des petits bourgeois et des paysans français et à leur volonté inébranlable de remettre leurs économies¹ à la disposition de leur État en faillite que leur pays peut continuer à ne pas émettre de papier-monnaie et éviter l'effondrement de la monnaie. Mais cela ne peut pas durer éternellement. La nouvelle politique de réparation de la France, qui fait grand cas des livraisons en nature, est l'effet de cette considération. Ce n'est que de cette manière que la France récupère une partie de ses pertes,

¹ D'après le *Bulletin de la Réserve fédérale* de juillet 1922, l'épargne des Français était : en 1919, 27 milliards de francs ; en 1920, 47 milliards de francs ; en 1921, 39 milliards de francs. [*Federal Reserve Bulletin* 1922,8,7, p. 809]

car jusqu'à présent, elle n'a obtenu, à l'exception du charbon de réparation, que très peu de choses de l'Allemagne.

Italie

La situation économique de l'Italie, dans l'intervalle des deux Congrès, s'est plutôt aggravée qu'améliorée. Nous avons, malheureusement, peu de données à l'appui de cette affirmation, car les statistiques italiennes sont déficientes. Mais on peut citer quelques chiffres :

TABLEAU 17 : Statistiques économiques italiennes

	Nombre de chômeurs	Indice Bachi des prix de gros	Taux de la lire à New York (pair 19.30)	Circulation des billets en milliards
1921 Juillet	413,000	520	-	17.9
1921 Octobre	455,000	599	4.12	18.3
1922 Janvier	540,000	577	4.37	18.8
1922 Fevrier	600,000	562	4.91	18.2
1922 Avril	513,000	527	4.96	18.2
1922 Mai	-	527	5.26	17.7
1922 Juin	-	-	4.57	17.2
1922 Juillet	-	-	4.96	17.6

Parmi les produits manufacturés italiens qui ont connu un grand développement pendant la guerre, comme le fer et l'acier, la construction navale, les industries chimiques, certains sont maintenant impliqués dans la crise. La situation financière du pays ne s'améliore nullement ; la monnaie est tombée à environ un quart de sa valeur en or. La nation est déchirée par les luttes de partis et de classes.

b) Les pays industriels d'Europe centrale

De ce groupe de pays, nous en retiendrons deux qui ne se ressemblent pas, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

Une grave controverse fait rage autour de la question de la condition économique de l'Allemagne. Alors que les Allemands eux-mêmes ont une opinion très défavorable de leur situation économique, les experts de l'Entente la jugent très favorable. Les premiers se basent sur les symptômes de l'appauvrissement de l'Allemagne, l'abaissement du niveau de vie, l'effondrement du mark, la faillite de l'État, tandis que les autres appuient leur opinion sur le fait du plein emploi de la main-d'œuvre, l'absence de chômage. Dans cette controverse, nous sommes du côté de l'opinion allemande. Bien que les ouvriers allemands aient été pleinement employés, nous pensons que la situation économique de l'Allemagne est catastrophiquement mauvaise.

Nous commençons, avant tout, par la production. La récolte de cette année a été très mauvaise. Ce n'est pas un simple accident, mais le résultat de la diminution de l'intensité de la production agricole ; la jachère et les pâturages augmentent, le rendement à l'hectare diminue.

TABLEAU 18 : Production moyenne par tête en Allemagne selon les données officielles

Blé (semences non comprises)		Viande en Prusse	
1913-14	256 kg	1913	46,15 kg
1921-22	141 kg	1921	28,52 kg

Selon les chiffres donnés dans *Wirtschaft und Statistik*¹, l'abattage de bovins pour la viande de boucherie, sous contrôle officiel, n'a représenté au cours des six premiers mois de 1922 que 45 pour cent de celui de la période parallèle de l'année 1913.

Dans toutes les autres sphères de la production et de la consommation, nous rencontrons le même état de choses. La production de charbon n'augmente pas malgré tous les efforts. Pour l'industrie allemande, il ne reste, après déduction du charbon destiné aux réparations et aux moyens de locomotion, qu'une fraction de celle de la période d'avant-guerre. Quant au fer et à l'acier, aucune statistique n'est publiée.

En réduisant les chiffres des investissements en capital du commerce extérieur et des dépôts des caisses d'épargne², la somme totale de l'argent en circulation³, les dividendes, etc. en marks-or ou en devises étrangères, il est évident que la vie économique allemande ne cesse de se rétrécir. Les recettes des ventes ne suffisent que pour poursuivre les affaires sur une échelle réduite. Chaque commerçant, chaque artisan, chaque gros employeur qui doit acheter des matières premières se

¹ 'Saaten- und Erntestand im Deutsche Reich Anfang September 1922', *Wirtschaft und Statistik*, 1922,2,17:560].

² La Deutsche Bank, dans ses bilans, convertit les sommes en marks papier en marks or selon le cours du dollar en vigueur. Cette réduction donne le résultat suivant :

TABLEAU 19 : Taux de change du mark papier

	1921	1921	1913
	En milliards		
	Mark-papier	Mark-or	Mark-or
Volume total de la circulation	2 125	85	125
Dépôts	38,6	0,88	1,58
Crédits	9,7	0,22	0,86
Dividende total, en millions	-	1,48	25

Il faut également tenir compte du fait que la Deutsche Bank a absorbé un certain nombre de grandes et moyennes banques et que son capital social, qui n'était que de 200 millions en 1913, s'élève actuellement à 400 millions nominaux.

³ Dans le *Manchester Guardian Commercial* du 3 août 1922, nous trouvons les statistiques intéressantes suivantes concernant l'Allemagne :

TABLEAU 20 Statistiques monétaires allemandes

	Circulation des billets en millions de marks	Taux de la livre sterling	Valeur totale des billets en circulation en millions de livres sterling
Fin de 1918	32.8	40	820
Fin de 1919	49.8	180	270
Fin de 1920	81.0	250	320
Fin de 1921	122.2	775	158
Janvier 1922	128.6	860	134
Février 1922	128.2	975	131
Mars 1922	139.6	1,465	98
Avril 1922	149.8	1,250	120
Mai 1922	161.6	1,250	129
Juin 1922	178.0	1,600	110
July 1922	190.0	2,500	76

Cette situation s'est poursuivie en août et en septembre 1922 à un degré croissant, jusqu'à ce qu'on en arrive à une tension catastrophique sur les billets de banque en septembre.

familiarise avec ce fait. Il n'y a pas d'accumulation ; il y a un manque absolu de capital, et cela a eu pour conséquence une augmentation du taux d'escompte à 8 pour cent, en réalité, un taux d'intérêt double ou triple est payé. L'Allemagne s'appauvrit rapidement.

Le paradoxe apparent du plein emploi du travail et de l'appauvrissement rapide trouve son explication dans les circonstances suivantes :

1. Une partie considérable de la production allemande quitte le pays, sans équivalent, à titre de réparation en vertu du traité de Versailles.

2. La capacité de production est plus importante que la production effective, de sorte que le simple entretien de la partie superflue exige beaucoup de force de travail.

3. La production est relativement peu importante, en raison de la sous-alimentation et du mécontentement social et politique.

4. Le coût du facteur force de travail est très faible par rapport au coût extrêmement élevé des matériaux ; le capital ne se gêne pas pour exploiter le travail au maximum ; la conséquence est une stagnation du progrès technique.

Ces faits expliquent l'apparente contradiction entre le plein emploi du travail et le déclin réel. L'effondrement du mark allemand prend des dimensions catastrophiques (au moment du troisième Congrès, le dollar valait environ 70 marks, actuellement 4 000) et n'est qu'un symptôme de la détérioration de la condition économique de l'Allemagne.

L'*Autriche*, qui n'a pas à supporter le fardeau des réparations, a présenté, pendant la période considérée, le même tableau que l'Allemagne ; seulement, là, le manque de capitaux, effet de l'appauvrissement, a été plus manifeste.

En *Pologne*, l'agriculture s'est améliorée l'année dernière, mais sa structure économique est soumise à une trop forte pression due aux énormes exigences de son appareil politique (armée, diplomatie, bureaucratie) pour permettre une amélioration définitive.

Une évolution très différente se manifeste en *Tchécoslovaquie*. Nous en avons donné les raisons plus haut. La couronne tchèque qui, en octobre 1921, valait à New York 1,05 cents, est passée en septembre 1922 à 3,35 cents. Alors qu'il y a dix-huit mois, le mark allemand et la couronne tchèque étaient de valeur égale, la couronne vaut maintenant environ 20 marks. Cette hausse continue de la monnaie tchèque par rapport aux monnaies des pays environnants a provoqué une crise commerciale catastrophique en Tchécoslovaquie, qui ne montre encore aucun signe d'atténuation. Des branches industrielles entières sont à l'arrêt, les ouvriers émigrent. Un vaste processus de concentration est en cours, qui élimine tous les éléments les plus faibles. Le gouvernement est aussi peu capable d'arrêter le mouvement ascendant de la couronne que le gouvernement allemand d'arrêter le tourbillon descendant du mark. Tout le monde fuit les devises étrangères, tout le monde s'en débarrasse dès qu'il les obtient. Les tentatives du gouvernement d'acheter de la monnaie étrangère afin d'arrêter la hausse de la couronne ont échoué. Des montants très considérables d'argent étranger se sont accumulés dans la Banque d'État, sans aucun succès. La Tchécoslovaquie doit s'abaisser économiquement pour pouvoir surmonter la crise.

c) Les pays balkaniques et les pays frontaliers

Les statistiques de ces pays ne sont pas suffisamment développées pour nous permettre d'en rendre compte pour la période 1921-1922. Il semble cependant que leur situation économique se soit quelque peu améliorée.

Chapitre VI. Tendances du développement et perspectives d'avenir

En jetant un regard rétrospectif sur les développements de l'année dernière, nous pouvons affirmer ce qui suit :

Le capitalisme a acquis une certaine fermeté et ce, grâce à ses tendances inhérentes à la restauration de l'équilibre. Ces tendances découlent de l'activité des organismes économiques pour augmenter leurs profits.¹ Comme il n'y a aucune possibilité pour les marchandises de la "région de surproduction" d'être vendues à des prix rentables sur le marché mondial, de nombreux capitalistes préfèrent fermer leurs usines. Il en résulte une diminution de la production. Comme, en conséquence de la dépréciation de la monnaie, les prix des marchandises étrangères dans les "régions de sous-production" augmentent fortement, leur consommation diminue, et l'on tente de les produire chez soi. Résultat total : tendance au rétablissement de l'équilibre rompu entre les pays riches et les pays appauvris. Un effet similaire se produit avec certains mouvements de capitaux internationaux : le capital superflu des pays riches est employé par leurs possesseurs pour acheter dans les pays appauvris des biens immobiliers, des actions, etc. ou pour y investir dans la production. L'industrialisation des pays coloniaux, qui perturbait l'équilibre antérieur, est combattue par la concurrence impitoyable des vieux pays industriels ; la grave pénurie de denrées alimentaires dans les vieux pays industriels les amène à reprendre et à étendre l'agriculture. Mais toutes ces activités sont menées non pas sur une base sociale, mais sur une base individualiste, capitaliste privée, inconsciemment, conformément au caractère antagoniste du capitalisme qui fonctionne dans l'ignorance de ses propres lois. Ces tendances inconscientes ont contribué à l'amélioration qui s'est produite. Mais elles n'ont pas le pouvoir de rétablir l'équilibre de l'économie mondiale capitaliste. D'autant plus que même les tendances conscientes à la restauration de l'équilibre économique n'ont pas été accompagnées d'un quelconque succès. J'appelle tendances conscientes les mesures économiques et politiques qui n'ont pas été prises dans le but d'augmenter les profits, mais pour surmonter la crise.

¹ Nous avons traité plus complètement de ces tendances dans la deuxième édition de notre *Krise der kapitalistischen Weltwirtschaft*.

La ligne la plus importante de ces tendances était le désir de supprimer la division inégale des forces productives entre les pays du groupe II et III. On pensait que cela était possible :

a) *En supprimant l'une des causes de la reproduction à une échelle décroissante dans les pays d'Europe, savoir en annulant les dettes interalliées et en réduisant les charges de réparation.* En effet, bien que la Grande-Bretagne, de tous les Alliés, soit maintenant sur le point de payer le premier versement des intérêts et du fonds d'amortissement de sa dette envers les États-Unis, ces obligations constituent un très lourd fardeau sur les épaules des pays concernés et sapent leur crédit international.¹ Les remarques concernant les paiements de réparation ont montré combien il est difficile pour les pays capitalistes non seulement de payer de grandes masses de valeurs sans équivalent, mais aussi de recevoir de tels paiements. Si le pays débiteur était l'un des pays du groupe de surproduction relative, le transfert de grandes masses de valeurs sans équivalent irait alors dans le sens du rétablissement de l'équilibre économique du monde. En réalité, cependant, la ligne des obligations va dans une direction opposée, les États-Unis et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire les pays qui souffrent de l'incapacité du marché mondial à absorber leurs produits excédentaires, sont les pays créditeurs, et ils devraient recevoir des milliards de valeurs sans paiement ! Cela ne peut que signifier qu'ils devraient être payés en nature, ce qui, s'ils étaient réellement envoyés sur place, ne ferait qu'aggraver leur propre surproduction.² Et les débiteurs sont les pays du groupe malade, avec une accumulation insuffisante ou une désaccumulation. La livraison de valeurs sans équivalent aurait un effet catastrophique sur leur situation économique comme elle l'a fait sur celle de l'Allemagne.

Le caractère antagoniste, discordant et confus de la politique économique actuelle est parfaitement illustré par le fait que les États-Unis persistent à exiger le remboursement des dettes des Alliés et s'entourent en même temps d'un mur de droits de douane qui empêche les importations ; que la France exige de l'Allemagne le paiement intégral des réparations et s'oppose en même temps à la concurrence allemande sur les marchés français.³

¹ Lors de la conférence internationale des banquiers, il a été officiellement déclaré que c'était le cas pour l'Allemagne. La somme pour laquelle l'Allemagne devrait payer des intérêts et un fonds d'amortissement s'élève, comme on le sait, à 50 milliards de marks-or. La France, dont la population est inférieure d'un tiers à celle de l'Allemagne, doit à la Grande-Bretagne et à l'Amérique environ 70 milliards de francs papier = 30 à 35 [milliards de] francs or, soit plus de la moitié des dettes de réparation réelles de l'Allemagne.

² "Qui doute", déclarait la National City Bank de New York en décembre 1920, "que notre marché serait maintenant dans un état plus sain si la Grande-Bretagne et la France n'avaient pas remboursé leur prêt commun à New York le 15 octobre 1920 ? S'ils n'avaient pas payé les 400 millions de dollars, ils auraient disposé d'une plus grande somme d'argent pour nous acheter des marchandises. Personne ne peut à la fois rembourser ses dettes et augmenter ses achats de marchandises". En juin 1921, la même Banque déclarait encore : "Pour le moment, nous sommes plus intéressés à ce que les Européens achètent nos marchandises qu'à ce qu'ils remboursent leurs anciennes dettes envers nous. Et cette position se maintient. La capacité de paiement des Européens sert mieux leurs intérêts et les nôtres si elle est employée à acheter des marchandises américaines que nous avons en surplus, plutôt qu'à rembourser des dettes dues à notre gouvernement... Le cours élevé du dollar dans toute l'Europe forme une grande barrière à nos exportations, et si, en plus, certains gouvernements des pays débiteurs sont sur le point de faire concurrence au monde des affaires pour notre dollar, alors le taux de change sera encore plus poussé vers le haut. A un moment où la question la plus importante pour nos commerçants est de faire en sorte que les Européens achètent nos marchandises en leur accordant des crédits, ce serait en effet une étrange politique que de demander à nos débiteurs européens de mettre à rude épreuve leur capacité de paiement afin d'apurer leurs dettes envers notre trésor public". (cité par Max Schippel dans son *Amerikas Wirtschafts und Finanzlage*, 1921, p.16).

³ L'accord Stinnes-Lubersac, ainsi que d'autres accords similaires conclus récemment, semblent être calculés pour résoudre le problème pour la France : le pays reçoit ses paiements en nature sous une forme qui se situe en dehors de la demande "normale" du marché français. Mais ils ne sont pas une solution pour l'Allemagne : la livraison de masses de valeurs sans équivalent, même en nature, doit avoir un effet fatal sur l'état anémique de la vie économique allemande.

b) *Des crédits aux pays appauvris du groupe III.* L'équilibre de l'économie mondiale capitaliste ne pourrait être rétabli que si, avec l'annulation des dettes interalliées et une réduction considérable des paiements de réparation, un transfert complet des moyens de production des pays riches vers les pays pauvres avait lieu. Sous le régime capitaliste, cela signifierait de grandes transactions internationales de crédit. Mais tous ces plans ont échoué, en dehors des motifs idéologiques de haine contre l'ancien ennemi, à cause de la résistance du capital industriel américain et britannique, qui ne tolère pas l'idée que l'Allemagne soit une grande puissance industrielle.

Le capital industriel des puissances impérialistes anglophones est déterminé à exploiter pleinement la victoire sous une forme telle que l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, et si possible aussi la France, soient transformés en sa sphère coloniale. (Elle doit, pour l'instant, faire un compromis avec la position de force de la France). Les moyens de production devraient être transférés au capital britannique et américain par le biais de la participation et à des prix absurde-ment bas ; au lieu de produire des produits manufacturés, ces pays devraient fournir au capital anglophone des matières premières en abondance ; le niveau de vie du prolétariat devrait être ramené au niveau de la main-d'œuvre coloniale ; les "capitalistes" vaincus devraient se mettre au service du capital étranger et faire en sorte que leurs ouvriers travaillent le plus dur possible, ce qui rapporterait à ces "capitalistes" et maîtres d'œuvre une petite part des bénéfices ; enfin, pour les protéger contre la révolution sociale, il faudrait utiliser la force armée de ces pays coloniaux. Le monde entier devrait être transformé en un empire colonial anglophone. Une *pax anglo-saxonica* devrait régner dans le monde entier.¹

Telle est la perspective économique mondiale des puissances anglophones, ce qui n'empêche pas l'une ou l'autre d'aspirer à une domination mondiale propre. Mais comme préalable à sa réalisation, les deux puissances impérialistes – le Japon et la France – doivent avant tout être mises au pas et également dégradées au rang de puissances de troisième rang. Une nouvelle guerre mondiale se profile à l'horizon, au cours de laquelle il n'est nullement exclu que les deux puissances se retrouvent dans le même camp.

Outre la rivalité des quatre grandes puissances impérialistes, il existe d'autres obstacles à ce plan, la lutte révolutionnaire des populations coloniales opprimées pour leur émancipation et la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat et de la Russie soviétique.

C'est une course de forces opposées. Les grandes puissances capitalistes veulent surmonter la crise du capitalisme aux dépens du prolétariat. Le moyen d'y parvenir est de transformer le monde entier en une région coloniale de quelques grandes puissances et de créer ainsi un nouvel équilibre économique mondial sur des bases capitalistes, même si, au cours de ce processus, plusieurs millions de prolétaires devaient rapidement ou lentement périr de faim et que toute la civilisation de l'Europe devait être anéantie.

Face à cela, il y a la conception prolétarienne de la dictature du prolétariat ! Quelles sont les perspectives de sa réalisation ?

Certes, la crise du capitalisme n'est pas surmontée. Nous sommes, sans aucun doute, au milieu du déclin du capitalisme, et cela offre la *possibilité objective* d'une révolution prolétarienne victorieuse. Mais cette *possibilité objective* est encore loin d'être une *réalité*. Il faut se battre pour le

¹ Ces intentions se sont manifestées le plus clairement lors des négociations de crédit avec l'Autriche – remise de l'institut d'émission à l'Anglo-Bank et à la Landerbank (française [Crédit Agricole ?]), abrogation de l'échelle mobile, abolition de la journée de huit heures.

contrôle prolétarien. Le développement matériel n'entraîne pas automatiquement l'effondrement du capitalisme. Si le prolétariat n'est pas déterminé et préparé à une lutte révolutionnaire, alors le capitalisme surmontera la crise. Il ouvrira les régions encore non développées à l'exploitation capitaliste et reconvertira les anciennes terres capitalistes en terres non capitalistes – au sens de Rosa Luxemburg ; il massacrera dans de nouvelles guerres mondiales des millions et des millions de prolétaires et rétablira, à un prix terrible pour les classes ouvrières, sa domination ébranlée.

Jamais il n'y eut de lutte pour de plus grandes choses ; le sort d'un monde est le prix de cette bataille. *Nous nous battons !*

Table des matières

Préface	2
Chapitre I. L'essor et le déclin du capitalisme	3
Chapitre II. Essence et signification du déclin du capitalisme	7
Chapitre III : Le rôle de la guerre sous le capitalisme.....	18
Chapitre IV : Les types économiques de la période de déclin du capitalisme	21
Premier groupe – Pays dont le capitalisme n'est pas pleinement développé.....	21
a) Les régions coloniales opprimées de Grande-Bretagne, de France, de Belgique, d'Italie, en Afrique, habitées par une population indigène non civilisée.	22
b) Les colonies opprimées, dont la population n'est pas européenne, mais qui se trouvent à un niveau de civilisation plus élevé.	22
c) Les pays coloniaux nominalement indépendants.	22
Deuxième groupe – Pays au capitalisme pleinement développé et essentiellement intact	23
a) Le Japon	23
b) Les États-Unis d'Amérique	24
c) La Grande-Bretagne et les pays européens neutres.....	25
Troisième groupe – Pays où la décadence du capitalisme est évidente	26
a) Les "pays victorieux", France, Italie et Belgique	26
b) Les pays manufacturiers d'Europe centrale où le déclin est le plus avancé	27
c) Les petits pays et les États frontaliers d'Europe orientale	28
Quatrième groupe – Les pays soviétiques	29
Chapitre V : Le développement économique au cours de l'année dernière.....	31
Groupe II	32
a) États-Unis	32
b) Le Japon	33
Groupe III	34
a) Les pays victorieux : La France	34
Italie.....	36
b) Les pays industriels d'Europe centrale	36
c) Les pays balkaniques et les pays frontaliers.....	38
Chapitre VI. Tendances du développement et perspectives d'avenir	39